

ETUDE
DE
MAITRE XAVIER CARLY

Notaire

Chaussée de Vleurgat 30
à IXELLES

ACTE DE BASE

Chaussée de Vleurgat 242-244
à IXELLES

DATE : 15/11/1995

REP. : 23.113

NATURE : ACTE DE BASE MODIFICATIF - REGLEMENT DE
COPROPRIETE - REGLEMENT D'ORDRE INTERIEUR

BM(4)

SEMET

ANN. : 3

FORMALITE : Transcrit à Bruxelles 5

Le

Volume

Numéro

ASSOCIATION DES COPROPRIETAIRES
de l'immeuble situé à Ixelles
Chaussée de Vleurgat, 242-244
ayant son siège à Ixelles
Chaussée de Vleurgat, 242-244

L'an mil neuf cent nonante-cinq.

Le quinze novembre.

A Ixelles, en l'étude.

Devant Nous, Maître Xavier CARLY, notaire à Ixelles.

ONT COMPARU :

1. Monsieur Bernard Gaston Victor SEMET, administrateur de société, né à Ixelles, le dix huit novembre mil neuf cent trente neuf, époux de Dame Régine Renée Jeanne Estelle PHILIPPART de FOY, sans profession, née à Liège, le vingt huit août mil neuf cent quarante deux, domicilié à Uccle, 38, avenue du Gui. Marié sous le régime de la séparation de biens avec communauté d'acquêts, aux termes de son contrat de mariage reçu par Maître Lucien CARLY, Notaire à Ixelles, le dix juin mil neuf cent soixante trois, inchangé à ce jour.

2. Monsieur Michel Pierre Louis SEMET, physicien, né à Ixelles, le treize février mil neuf cent quarante et un, époux de Dame Marie-José Auguste RAQUILLET, sans profession, née aux Valayans - Commune de Pernes (VAUCLUSE-FRANCE), le quinze juin mil neuf cent quarante deux, domicilié à 91540 Mennecy (FRANCE), 10, rue de Gien.

Marié sous le régime de la séparation de biens avec communauté d'acquêts, aux termes de son contrat de mariage reçu par Maître Gérard FALQUE, Notaire à Carpentras (Vaucluse-FRANCE), le vingt deux juillet mil neuf cent soixante trois, inchangé à ce jour.

3. Monsieur Yves Marie Henri SEMET, sans profession, né à Ixelles, le vingt sept mai mil neuf cent quarante deux, époux de Dame Ghislaine Sylvie Marie DELUNE, sans profession, née à Etterbeek, le neuf juin mil neuf cent quarante cinq, domicilié

à 1380 Ohain, 27, Grande Buissière.

Marié sous le régime de la séparation de biens, aux termes de son contrat de mariage reçu par Maître Lucien CARLY, Notaire à Ixelles, le douze octobre mil neuf cent soixante quatre, inchangé à ce jour.

4. Monsieur Jean-Marc René Frédéric André **SEMET**, administrateur de société, né à Ixelles, le vingt neuf septembre mil neuf cent quarante trois, époux de Dame Cécile Rita Ghislaine GUILMOT, sans profession, née à Attre, le deux novembre mil neuf cent quarante quatre, domicilié à 1640 Rhode Saint Genèse, 27, avenue du Cor de Chasse.

Marié sous le régime de la séparation de biens, aux termes de son contrat de mariage reçu par Maître Pierre WILLOCX, Notaire à Bruxelles, le vingt six septembre mil neuf cent septante deux, inchangé à ce jour.

5. Madame Françoise Valentine Marie **SEMET**, sans profession, née à Ixelles, le vingt deux septembre mil neuf cent quarante cinq, divorcée non remariée, domiciliée à Ixelles, 242, chaussée de Vleurgat.

6. Madame Frédérique Michelle Elisabeth Marguerite Marie **SEMET**, docteur en médecine, née à Ixelles, le trente et un mars mil neuf cent quarante huit, épouse de Monsieur Marc Yves BLANPAIN, administrateur de banque, né à Uccle, le deux septembre mil neuf cent quarante et un, domiciliée à 1380 Lasne, 18, rue Bois Eloï. Mariée sous le régime de la séparation de biens, aux termes de son contrat de mariage reçu par Maître Pierre WILLOCX, Notaire à Bruxelles, le quinze décembre mil neuf cent soixante neuf, inchangé à ce jour.

7. Madame Anne Yvonne Andrée Marie **SEMET**, mère de famille, née à Ixelles, le dix huit novembre mil neuf cent quarante neuf, épouse séparée de Monsieur Marco Antonio SANCHEZ HERNANDEZ, expert priseur, né à Mexico, le vingt quatre février mil neuf cent quarante cinq, domiciliée à 1310 La Hulpe, 24, avenue Champ des Mottes.

Mariée sous le régime de la séparation de biens, aux termes de son contrat de mariage reçu par Monsieur l'Officier de l'Etat Civil du Département du District Fédéral - douzième bureau de l'Etat Civil - Mexico (ETATS-UNIS DU MEXIQUE), le vingt sept février mil neuf cent septante six, inchangé à ce jour.

8. Monsieur Alain Marc Victor **SEMET**, consultant, né à Ixelles, le vingt huit février mil neuf cent cinquante et un, époux de

Dame Marva Sydney GOODMAN, sans profession, née à Los Angeles (Californie - ETATS UNIS D'AMERIQUE) le quatre septembre mil neuf cent cinquante trois, domicilié aux Etats Unis d'Amérique - 90290 Californie, Topanga, 2400 Summit To Summit.

Marié sous le régime de la séparation de biens, aux termes de son contrat de mariage reçu par Maître Pierre WILLOCX, Notaire à Bruxelles, le vingt cinq juin mil neuf cent septante cinq, inchangé à ce jour.

9. Madame Béatrice Françoise Marie Georgette **SEMET**, pharmacienne, née à Ixelles, le sept août mil neuf cent cinquante deux, épouse de Monsieur Eric Jean Pierre Ghislain DUYCKAERTS, employé, né à Berchem Sainte Agathe, le vingt six mars mil neuf cent cinquante trois, domiciliée à 1380 Lasne, 108 route de Genval.

Mariée sous le régime de la séparation de biens, aux termes de son contrat de mariage reçu par Maître Fernand JACQUET, Notaire à Bruxelles, le dix huit juin mil neuf cent quatre vingt quatre, inchangé à ce jour.

10. Monsieur Bruno Jacques Frédéric Marie **SEMET**, employé, né à Ixelles, le vingt cinq juillet mil neuf cent cinquante quatre, époux de Dame Christine Félicité Marie Emilie Ghislaine LAMBERT, enseignante, née à Ixelles, le vingt mars mil neuf cent cinquante trois, domicilié à 1380 Couture Saint Germain, 14, rue des Vallées de Wavre.

Marié sous le régime de la séparation de biens, aux termes de son contrat de mariage reçu par Maître Pierre WILLOCX, Notaire à Bruxelles, le vingt huit juin mil neuf cent septante sept, inchangé à ce jour.

11. Monsieur Etienne Serge Anne **SEMET**, sans profession, né à Ixelles, le vingt six décembre mil neuf cent cinquante sept, célibataire, domicilié à 1300 Limal, 17, chemin des Maréchaux.

ci-après dénommés "le comparant" ou "les comparants".

Ici représentés par Monsieur Bernard **SEMET**, comparant sub 1, agissant en vertu d'une procuration reçue par Nous, Notaire CARLY, le quatre janvier mil neuf cent nonante-cinq, dont une expédition est ci-annexée. (annexe 1)

Lesquels comparants, préalablement à l'objet du présent acte, nous ont exposé ce qui suit :

1°) Par suite du décès du leur père, Monsieur Jean-Louis **SEMET**, décédé à Ixelles, le premier janvier mil neuf cent nonante-cinq, ils sont devenus propriétaires indivis, chacun à concurrence d'un/onzième, de la totalité de l'immeuble ci-après

décrit, à l'exception de :

- l'appartement dénommé "Grand 4" au quatrième étage gauche
- la cave numéro 4 au sous-sol, et
- le garage numéro G.4 au rez-de-chaussée,

lesquels biens sont la propriété de Monsieur Bernard **SEMET** seul, comparant sub 1, avec les cent dix-huit/millièmes (118/1.000es) indivis y attachés dans les parties communes de l'immeuble et du terrain.

DESCRIPTION DU BIEN. Commune d'Ixelles, 7e Division

Un immeuble de rapport à cinq étages situé, chaussée de Vleur-gat, 242-244, comprenant quatorze appartements, quatorze caves, onze garages, neuf emplacements de parking et toutes autres dépendances, construit sur un terrain qui, selon titre, a une façade de quarante-deux mètres, trente-huit centimètres (42m 38cm) environ et actuellement cadastré section B numéro 140/L/12 pour dix ares septante-quatre centiares (10a 74ca), et numéro 140/M/12 pour quatre-vingt-cinq centiares (85ca), formant un ensemble avec la parcelle cadastrée section B numéro 140/W/12 pour cinq ares dix-huit centiares (5a 18ca), laquelle n'est pas concernée par le présent acte.

2° Monsieur Jean-Louis **SEMET**, leur père prénommé, a fait construire ledit immeuble et l'a placé sous le régime de la copropriété et de l'indivision forcée aux termes d'un acte de base reçu par Maître Lucien CARLY, notre prédécesseur, le vingt-cinq juillet mil neuf cent soixante et un, transcrit au cinquième bureau des hypothèques à Bruxelles, le quatorze septembre suivant, volume 2538, numéro 18.

Rectification d'erreur matérielle

Il est ici fait observer que, par suite d'un oubli à l'occasion de la rédaction de l'acte de base susdit, il a été omis d'inclure dans la copropriété la parcelle cadastrée section B numéro 140/M/12 d'une contenance de quatre-vingt-cinq centiares (85ca), sur laquelle sont érigés les quatre garages numérotés G.8 à G.11, lesquels n'ont pas de quotités dans les parties communes, ainsi qu'il sera confirmé ci-après sous le titre I.- "Description des différents niveaux".

A noter que la description du bien ci-dessus reproduite tient compte de cette rectification.

ORIGINE DE PROPRIETE

- En ce qui concerne la parcelle section B numéro 140/L/12. Originellement, l'ensemble de l'immeuble appartenait, en nom personnel et depuis plus de trente ans, à Monsieur Jean-Louis

Ernest SEMET, ingénieur civil, époux puis veuf de Dame Maud DOTHEY, demeurant à Ixelles, pour l'avoir fait construire sur le terrain susdit dont il était propriétaire, partie pour l'avoir recueillie dans la succession de ses grands-parents dont il était le seul héritier réservataire, les époux Louis SEMET-SOLVAY Elisa, décédés à Ixelles, respectivement, elle le dix-huit décembre mil neuf cent quarante-huit, et lui, le quinze avril mil neuf cent vingt, et le surplus en vertu de deux actes réalisés avant mil neuf cent soixante et un.

Monsieur Jean-Louis SEMET a ensuite placé ledit immeuble sous le régime de la copropriété et de l'indivision forcée en vertu d'un acte de base reçu par le Notaire Lucien CARLY, à Ixelles, prédécesseur du Notaire soussigné, le vingt-cinq juillet mil neuf cent soixante et un, transcrit au cinquième bureau des hypothèques à Bruxelles, le quatorze septembre suivant, volume 2538, numéro 18.

Aux termes d'un acte reçu le vingt-sept juillet mil neuf cent soixante et un par ledit notaire Lucien CARLY, transcrit au cinquième bureau des hypothèques à Bruxelles, le quatorze septembre suivant, volume 2557, numéro 5, Monsieur Jean-Louis SEMET a vendu à Monsieur Clément DUMOULIN, ingénieur, et son épouse Madame Francisca FALLAS, sans profession, demeurant au Portugal, l'appartement "GRAND 4" au quatrième étage, avec la cave numéro 4 au sous-sol et la garage "G.4" au rez-de-chaussée. Les époux DUMOULIN-FALLAS ont ensuite vendu les mêmes biens à Monsieur Bernard SEMET, comparant sub 1 au présent acte, aux termes d'un acte de vente reçu par le même notaire, le premier décembre mil neuf cent soixante-cinq, transcrit au même bureau des hypothèques, le vingt-quatre du même mois, volume 3349, numéro 23.

Monsieur Jean-Louis Ernest SEMET, prénommé, est décédé à Ixelles, le premier janvier mil neuf cent nonante-cinq, laissant comme seuls héritiers réservataires, ses onze enfants, les comparants préqualifiés, et ayant par son testament dicté le vingt-quatre décembre mil neuf cent nonante-deux, au notaire soussigné, confirmé la dévolution légale de sa succession et institué divers legs ne concernant pas le bien immeuble ci-avant décrit qui est la propriété des onze comparants, à l'exception de l'appartement "GRAND 4", de la cave numéro 4 et du garage "G.4" qui appartiennent au comparant sub 1.

- En ce qui concerne la parcelle section B numéro 140/M/12
Monsieur Jean-Louis SEMET, susnommé, était propriétaire des quatre garages y érigés pour les avoir fait construire et du terrain de quatre-vingt-cinq centiares (85ca) pour en être

propriétaire depuis plus de trente ans et dès avant mil neuf cent quarante-neuf ; à savoir :

- partie pour l'avoir recueillie dans la succession de son grand-père prénommé, Monsieur Louis **SEMET**, décédé le quinze avril mil neuf cent vingt.

- partie en vertu d'un acte de donation lui consentie par sa grand-mère, Madame Elisa SOLVAY, acte reçu par le notaire MORREN, à Bruxelles, le quinze mai mil neuf cent trente-quatre

- et partie pour l'avoir recueillie dans la succession de sadite grand-mère, décédée le dix-huit décembre mil neuf cent quarante-neuf.

Pour le surplus, il est renvoyé à l'origine de propriété susmentionnée.

- En ce qui concerne la parcelle section B numéro 140/W/12
L'origine de propriété est identique à celle de la parcelle numéro 140/M/12 ci-dessus.

Les acquéreurs d'appartements et de garages devront se contenter de l'établissement de propriété qui précède et ne pourront réclamer d'autre titre qu'une expédition de leur acte particulier d'acquisition.

Cet exposé fait, et en application de la loi du trente juin mil neuf cent nonante-quatre, formant les articles 577-2 à 577-14 du code civil, les comparants nous ont requis :

1) d'acter qu'ils confirment que le bien prédécrit est placé sous le régime de la copropriété et indivision forcée, conformément à ladite loi et que la division juridique de l'immeuble est réalisée sur base des plans dont question ci-après :

- d'une part, en parties privatives appelées "appartement", ou "cave", ou "garage" et qui seront la propriété exclusive de chaque propriétaire;

- d'autre part, en parties communes qui seront la propriété commune et indivisible de l'ensemble des copropriétaires. Elles seront divisées en mille/millièmes (1.000/1.000es) indivis et rattachées à titre d'accessoires inséparables aux parties privatives ;

- étant ici confirmé qu'à certains appartements sont attribués la jouissance privative de garage (cela concerne les quatre garages extérieurs G8, G9, G10 et G11) et/ou de parking (neuf au total) ;

Par l'effet de cette déclaration, il est créé des lots privés formant des biens juridiquement distincts susceptibles de faire l'objet de droits réels, de mutations entre vifs ou par décès et de tous autres contrats. Chacun de ces lots comprend une partie en propriété privative et exclusive, ainsi qu'une quote-part dans les parties communes en état de copropriété et indivision forcée.

En conséquence, formera une entité juridique dans le chef de son propriétaire, constitutive d'un ensemble indivisible le lot privatif avec comme accessoire inséparable la quote part lui afférente dans les parties communes.

Les acquéreurs de lots privatifs, tant pour eux-mêmes que pour les cessionnaires, ayants droit ou ayants cause à tous titres ultérieurs, seront tenus de se conformer et de respecter en tous points les présents acte de base et règlement de copropriété qui constituent les statuts du bien ainsi que, le cas échéant, le règlement d'ordre intérieur et toutes les décisions de l'assemblée générale conformément à l'article 577-10 du Code civil. Tous actes translatifs ou déclaratifs de propriété ou de jouissance, y compris les baux, devront mentionner expressément l'existence des statuts du bien et de leurs annexes et en imposer le respect aux nouveaux acquéreurs, occupants ou ayants droit et ayants cause.

2) d'acter les modifications ci-après énoncées, étant confirmé que sont inchangés :

- a) les plans annexés à l'acte de base susdit du vingt-cinq juillet mil neuf cent soixante et un, sauf ce qui est dit ci-après au sujet de la composition du deuxième étage et du quatrième étage.
- b) la composition des différents appartements et de tous autres locaux privatifs
- c) les parties communes de l'immeuble.

Etant expressément entendu qu'en cas de contradiction ou d'opposition entre le texte de l'acte de base du vingt-cinq juillet mil neuf cent soixante et un et le texte du présent acte, ce dernier aura force de loi.

3) d'annexer au présent acte le plan du rez-de-chaussée avec procès verbal de mesurage, dressé le vingt-six octobre mil neuf cent nonante-cinq, par Monsieur Georges de HALLOY de

WAULSORT, géomètre-expert immobilier, à Uccle, lequel plan complète le plan du rez-de-chaussée annexé, sous le numéro 6, à l'acte de base initial. (annexe 2)

TITRE I. - DESCRIPTION DES DIFFERENTS NIVEAUX

A. PLAN DES SOUS-SOLS

Il est renvoyé, à ce sujet, au plan des sous-sols annexé, sous le numéro 5, à l'acte de base du vingt-cinq juillet mil neuf cent soixante et un.

Il n'y est apporté aucune modification.

B. PLAN DU REZ-DE-CHAUSSEE

Ce plan, annexé sous le numéro 6 audit acte de base, est complété par le plan ci-annexé et dont question sub 3) ci-avant.

On remarque au rez-de-chaussée :

I) la partie de la propriété entourée d'un liseré rouge au plan ci-annexé et qui est régie par l'acte de base susvanté ; elle est cadastrée section B numéro 140/L/12 et comprend :

1) des parties communes :

Entrée carrossable vers les cours et jardins, sortie carrossable, passages couverts et plantations.

Lesdites entrée et sortie carrossables sont prolongées et grevées d'une servitude de passage au profit du bien s'étendant derrière l'immeuble objet des présentes.

a) dans l'aile gauche :

1a) l'entrée avec boîte aux lettres et guichet-conciergerie, dégagement avec réduit pour tuyauteries, local pour voitures d'enfants, l'ascenseur et sa cage, réduit avec déversoir, l'escalier vers les sous-sols et l'escalier vers les étages.

1b) la conciergerie, étant un appartement comprenant : dégagement avec trois armoires encastrées, une cuisine, deux chambres avec armoire encastrée et une salle de bains ; donnant sur la cour : un réduit et un water-closet.

1c) les trois emplacements de parking ci-après décrits, lesquels sont ou ont été cadastrés section B, partie du numéro 140/L/12 :

c1) Emplacement de parking numéro 1 : emplacement de par-

king, sis à l'arrière de l'immeuble établi 242, chaussée de Vleurgat, contenant en superficie d'après mesurage : douze centiares cinquante-huit dixmilliares (12ca 58dma).

c2) Emplacement de parking numéro 2 : emplacement de parking sis à l'arrière de l'immeuble situé 242, chaussée de Vleurgat, contenant en superficie d'après mesurage : quatorze centiares cinquante-sept dixmilliares (14ca 57dma).

c3) Emplacement de parking numéro 3 : emplacement de parking sis à l'arrière de l'immeuble établi 242, chaussée de Vleurgat, contenant en superficie d'après mesurage : quatorze centiares cinquante-sept dixmilliares (14ca 57dma).

b) dans l'aile droite :

l'entrée avec boîtes aux lettres, dégagement avec réduit pour tuyauteries, local pour voitures d'enfants, l'ascenseur et sa cage, réduit avec déversoir, l'escalier vers les sous-sols et l'escalier vers les étages ; donnant sur la cour : le local pour poubelles.

2) des parties privatives : sept garages, à savoir :

- dans l'aile gauche : deux garages vers cours
- dans l'aile droite : trois garages vers la chaussée
deux garages vers cours

II) la partie de la propriété entourée d'un liséré vert au plan ci-annexé et qui n'est pas régie par l'acte de base susvanté. Elle est cadastrée section B numéro 140/W/12 et 140/M/12. Elle ne comprend pas de parties privatives et fait présentement l'objet de la servitude dont il sera question plus loin.

On y remarque uniquement :

A) six emplacements de parking, tous cadastrés sous la section B, à savoir :

1. Emplacement de parking numéro 4 : emplacement de parking sis à l'arrière des immeubles établis 242-244, chaussée de Vleurgat, contenant en superficie d'après mesurage : douze centiares soixante dixmilliares (12ca 60dma).

Il est ou a été cadastré numéro 140 W 12 partie.

2. Emplacement de parking numéro 5 : emplacement de parking sis à l'arrière des immeubles établis 242-244, chaussée de Vleurgat, contenant en superficie d'après mesurage : quatorze centiares quarante-cinq dixmilliars (14ca 45dma).
Il est ou a été cadastré numéro 140 W 12 partie.
3. Emplacement de parking numéro 6 : emplacement de parking sis à l'arrière des immeubles établis 242-244, chaussée de Vleurgat, contenant en superficie d'après mesurage : seize centiares cinquante-deux dixmilliars (16ca 52dma).
Il est ou a été cadastré numéro 140 W 12 partie, seize centiares (16ca) et numéro 140/L/12 partie, cinquante-deux dixmilliars (52dma).
4. Emplacement de parking numéro 7 : emplacement de parking sis à l'arrière de l'immeuble établi 244, chaussée de Vleurgat, contenant en superficie d'après mesurage : quatorze centiares cinquante-sept dixmilliars (14ca 57dma).
Il est ou a été cadastré numéro 140 W 12 partie.
5. Emplacement de parking numéro 8 : emplacement de parking sis à l'arrière de l'immeuble établi 244, chaussée de Vleurgat, contenant en superficie d'après mesurage : quatorze centiares cinquante-sept dixmilliars (14ca 57dma).
Il est ou a été cadastré numéro 140 W 12 partie.
6. Emplacement de parking numéro 9 : emplacement de parking sis à l'arrière de l'immeuble établi 244, chaussée de Vleurgat, contenant en superficie d'après mesurage : quatorze centiares cinquante-sept dixmilliars (14ca 57dma).
Il est ou a été cadastré numéro 140 W 12 partie.

B) quatre garages ci-après décrits, lesquels sont ou ont été cadastrés section B numéro 140/M/12 pour une superficie de quatre-vingt-cinq centiares (85ca) (construits sur la parcelle qui a fait l'objet de la rectification d'erreur matérielle susdite) :

1. Box de garage numéro G8 : Box de garage sis à l'ar-

rière de l'immeuble 242, chaussée de Vleurgat, contenant en superficie d'après mesurage : dix-huit centiares (18ca).

2. Box de garage numéro G9 : Box de garage sis à l'arrière de l'immeuble 242, chaussée de Vleurgat, contenant en superficie d'après mesurage : dix-huit centiares (18ca).
3. Box de garage numéro G10 : Box de garage sis à l'arrière de l'immeuble 242, chaussée de Vleurgat, contenant en superficie d'après mesurage : vingt-quatre centiares (24ca).
4. Box de garage numéro G11 : Box de garage sis à l'arrière de l'immeuble 242, chaussée de Vleurgat, contenant en superficie d'après mesurage : vingt-cinq centiares (25ca).

A noter que les neuf emplacements de parking et les quatre garages G.8 à G.11 au rez-de-chaussée n'ont pas de quotités dans les parties communes ; leur jouissance sera attribuée aux appartements, ainsi qu'il sera exposé ci-après, mais elle pourra être cédée par son titulaire à d'autres propriétaires d'appartements dans l'immeuble.

C) PLAN-TYPE DES PREMIER, DEUXIEME, TROISIEME et QUATRIEME ETAGES :

Il est renvoyé, à ce sujet, à l'acte de base dressé en mil neuf cent soixante et un et au plan y annexé sous le numéro 7.

Il n'y est apporté aucune modification, à l'exception :

- 1) des appartements composant le deuxième étage ; au sujet desquels il est renvoyé au plan annexé sous le numéro 10 à l'acte de base dressé en mil neuf cent soixante et un ; il en résulte :
 - que l'appartement "GRAND 2" comprend deux chambres
 - que l'appartement "MOYEN 2" comprend quatre chambres
 - que l'appartement "PETIT 2" n'est pas modifié et ne comprend qu'une chambre.
- 2) de l'appartement "GRAND 4" au quatrième étage, lequel, en cours de construction et conformément au plan ci-annexé, a

été modifié comme suit, par la création de deux appartements dénommés : (annexe 3)

a) Appartement "GRAND 4A" entouré de vert audit plan et comprenant :

- au niveau du quatrième étage : Hall d'entrée ; cuisine avec placards, porte de service et terrasse ; chambre avec placards ; salle de bains (baignoire, lavabo, W.C.) ; dégagement avec placards-buanderie ; grand living avec feu ouvert.
- au niveau des sous-sols : la cave numéro 4.
- au niveau du rez-de-chaussée : la jouissance privative du garage "G.10" faisant partie d'un groupe de quatre garages se trouvant à l'arrière de l'ensemble immobilier.

b) Appartement "GRAND 4B" entouré de noir audit plan et comprenant :

- au niveau du quatrième étage : Hall d'entrée, cuisine avec porte de service et terrasse ; chambre numéro 1 à l'arrière avec placards ; chambre numéro 2 en façade avec placards ; chambre numéro 3 en façade avec placards ; chambre numéro 4 à l'arrière avec placards ; grand living avec feu ouvert ; salle de bains numéro 1 (baignoire, lavabo, bidet, W.C.) ; salle de bains numéro 2 (baignoire, lavabo, W.C.) ; salle de douche avec lavabo.
- au niveau du rez-de-chaussée : la jouissance privative du garage "G.11" faisant partie du groupe de quatre garages susdit.

D) PLAN DU CINQUIEME ETAGE

Il est renvoyé, à ce sujet, à l'acte de base susdit et au plan y annexé sous le numéro 8. Ce niveau ne subit aucune modification.

E) PLAN DES TOITURES

Il est renvoyé, à ce sujet, à l'acte de base susdit et au plan y annexé sous le numéro 9. Il n'y est apporté aucune modification.

Statuts

L'acte de base susvanté du vingt-cinq juillet mil neuf cent

soixante et un et le présent acte forment ensemble, avec leurs annexes, les statuts du bien immobilier ainsi juridiquement créé; ils se complètent et forment un tout ; ils doivent se lire et s'interpréter les uns en fonction des autres.

A ces statuts, viendront éventuellement s'adjoindre ultérieurement les actes complémentaires ou modificatifs des statuts, du règlement d'ordre intérieur et les décisions de l'assemblée générale.

Parties Communes

Les parties communes du bien dont question aux présentes sont plus amplement décrites au règlement de co-propriété dont question ci-après, elles comprennent notamment le terrain d'une superficie de dix ares septante-quatre centiares trente-trois dixmilliares (10a 74ca 33dma) environ sur lequel l'immeuble susdit a été construit.

Répartition

1. Le garage dénommé "G.1" au rez de chaussée, comprenant :
 - a) en propriété privative et exclusive : le garage proprement dit avec sa porte.
 - b) en copropriété et indivision forcée : cinq/millièmes des parties communes dont le terrain

5/1000es

2. Le garage dénommé "G.2" au rez de chaussée, comprenant :
 - a) en propriété privative et exclusive : le garage proprement dit avec sa porte.
 - b) en copropriété et indivision forcée : cinq/millièmes des parties communes dont le terrain

5/1000es

3. Le garage dénommé "G.3" au rez de chaussée, comprenant :
 - a) en propriété privative et exclusive : le garage proprement dit avec sa porte.
 - b) en copropriété et indivision forcée :

cinq/millièmes des parties communes dont le terrain

5/1000es

4. Le garage dénommé "G.4" au rez de chaussée, comprenant :
- a) en propriété privative et exclusive : le garage proprement dit avec sa porte.
 - b) en copropriété et indivision forcée : cinq/millièmes des parties communes dont le terrain

5/1000es

5. Le garage dénommé "G.5" au rez de chaussée, comprenant :
- a) en propriété privative et exclusive : le garage proprement dit avec sa porte.
 - b) en copropriété et indivision forcée : cinq/millièmes des parties communes dont le terrain

5/1000es

6. Le garage dénommé "G.6" ("M.5" dans l'acte de base de mil neuf cent soixante et un), comprenant :
- a) en propriété privative et exclusive : le garage proprement dit avec sa porte.
 - b) en copropriété et indivision forcée : cinq/millièmes des parties communes dont le terrain

5/1000es

7. Le garage dénommé "G.7" ("M.2" dans l'acte de base de mil neuf cent soixante et un), comprenant :
- a) en propriété privative et exclusive : le garage proprement dit avec sa porte.
 - b) en copropriété et indivision forcée : cinq/millièmes des parties communes dont le terrain

5/1000es

8. L'appartement "GRAND 1" au premier étage, côté gauche en regardant la façade dos à la chaussée, comprenant :
- a) en propriété privative et exclusive : l'ap-

partement proprement dit avec aux sous-sols, la cave numéro 1

b) en copropriété et indivision forcée : cent treize/millièmes des parties communes, parmi lesquelles le terrain prédécrit

113/1000es

c) et la jouissance privative du garage dénommé "G.8".

9. L'appartement "GRAND 2" au deuxième étage, côté gauche en regardant la façade dos à la chaussée, comprenant :

a) en propriété privative et exclusive : l'appartement proprement dit avec aux sous-sols, la cave numéro 2

b) en copropriété et indivision forcée : nonante-quatre/millièmes des parties communes, parmi lesquelles le terrain prédécrit

94/1000es

c) et la jouissance privative du garage dénommé "G.9" et du parking numéro 2.

10. L'appartement "GRAND 3" au troisième étage, côté gauche en regardant la façade dos à la chaussée, comprenant :

a) en propriété privative et exclusive : l'appartement proprement dit avec aux sous-sols, la cave numéro 3

b) en copropriété et indivision forcée : cent treize/millièmes des parties communes, parmi lesquelles le terrain prédécrit

113/1000es

11. L'appartement "GRAND 4A" au quatrième étage, côté gauche en regardant la façade dos à la chaussée, comprenant :

a) en propriété privative et exclusive : l'appartement proprement dit avec aux sous-sols, la cave numéro 4, tel que décrit ci-avant sub C) 2).

b) en copropriété et indivision forcée : trente-huit/millièmes des parties communes, parmi lesquelles le terrain prédécrit

38/1000es

c) et la jouissance privative du garage dénommé "G.10".

12. L'appartement "GRAND 4B" au quatrième étage, à droite de l'appartement "GRAND 4A" en regardant la façade de la rue, comprenant :
- a) en propriété privative et exclusive : l'appartement proprement dit, tel que décrit ci-avant sub C) 2)
 - b) en copropriété et indivision forcée : septante-cinq/millièmes des parties communes, parmi lesquelles le terrain prédécrit.
- 75/1000es
- c) et la jouissance privative du garage dénommé "G.11"
13. L'appartement "GRAND 5" au cinquième étage, côté gauche en regardant la façade dos à la chaussée, comprenant :
- a) en propriété privative et exclusive : l'appartement proprement dit avec aux sous-sols, la cave numéro 5
 - b) en copropriété et indivision forcée : nonante-huit/millièmes des parties communes, parmi lesquelles le terrain prédécrit
- 98/1000es
14. L'appartement "MOYEN 1" au premier étage, au centre droit, comprenant :
- a) en propriété privative et exclusive : l'appartement proprement dit avec aux sous-sols, la cave numéro 7
 - b) en copropriété et indivision forcée : quarante-sept/millièmes des parties communes, y compris le terrain prédécrit
- 47/1000es
- c) et la jouissance privative du parking numéro 3
15. L'appartement "MOYEN 2" au deuxième étage, centre-droit, comprenant :
- a) en propriété privative et exclusive : l'appartement proprement dit avec aux sous-sols, la cave numéro 8
 - b) en copropriété et indivision forcée : soixante-six/millièmes des parties communes, y compris le terrain prédécrit
- 66/1000es
- c) et la jouissance privative du parking numéro 8

16. L'appartement "MOYEN 3" au troisième étage, centre droit, comprenant :
a) en propriété privative et exclusive : l'appartement proprement dit avec aux sous-sols, la cave numéro 9
b) en copropriété et indivision forcée : quarante-sept/millièmes des parties communes, y compris le terrain prédécrit
47000es
c) et la jouissance privative du parking numéro 1
17. L'appartement "MOYEN 4" au quatrième étage, centre droit, comprenant :
a) en propriété privative et exclusive : l'appartement proprement dit avec aux sous-sols, la cave numéro 11
b) en copropriété et indivision forcée : quarante-sept/millièmes des parties communes, y compris le terrain prédécrit
47/1000es
18. L'appartement "MOYEN 5" au cinquième étage, côté droit en regardant la façade dos à la chaussée, comprenant :
a) en propriété privative et exclusive : l'appartement proprement dit avec aux sous-sols, la cave numéro 12
b) en copropriété et indivision forcée : septante-neuf/millièmes des parties communes parmi lesquelles le terrain prédécrit
79/1000es
c) et la jouissance privative du parking numéro 5
19. L'appartement "PETIT 1" au premier étage, à l'extrême droite en regardant la façade dos à la chaussée, comprenant :
a) en propriété privative et exclusive : l'appartement proprement dit avec aux sous-sols, la cave numéro 14
b) en copropriété et indivision forcée : trente-sept/millièmes des parties communes parmi lesquelles le terrain prédécrit
37/1000es
c) et la jouissance privative du parking numéro 7
20. L'appartement "PETIT 2" au deuxième étage, à l'extrême droite en regardant la façade dos à

la chaussée, comprenant :

a) en propriété privative et exclusive : l'appartement proprement dit avec aux sous-sols, la cave numéro 6

b) en copropriété et indivision forcée : trente-sept/millièmes des parties communes parmi lesquelles le terrain prédécrit

37/1000es

c) et la jouissance privative des parkings numéros 4 et 6

21. L'appartement "PETIT 3" au troisième étage, à l'extrême droite en regardant la façade dos à la chaussée, comprenant :

a) en propriété privative et exclusive : l'appartement proprement dit avec aux sous-sols, la cave numéro 10

b) en copropriété et indivision forcée : trente-sept/millièmes des parties communes parmi lesquelles le terrain prédécrit

37/1000es

22. L'appartement "PETIT 4" au quatrième étage, à l'extrême droite en regardant la façade dos à la chaussée, comprenant :

a) en propriété privative et exclusive : l'appartement proprement dit avec aux sous-sols, la cave numéro 13

b) en copropriété et indivision forcée : trente-sept/millièmes des parties communes parmi lesquelles le terrain prédécrit

37/1000es

c) et la jouissance privative du parking numéro 9

Au total : mille/millièmes

1000/1000es

Conditions Particulières

Les actes de vente antérieurs des vingt janvier mil huit cent nonante-neuf, reçu par Maître Sylvain de Valkeneer, Notaire à Bruxelles et neuf février mil huit cent nonante-neuf, reçu par Maître Jules Barbé, notaire à Bruxelles, mentionnent entre'autres clauses :

" L'acquéreur ne pourra établir sur le terrain vendu ou dans les bâtiments qui y seront construits aucun commerce, industrie ou négoce qui soit de nature à incommoder les voisins par insalubrité ou autrement, notamment aucun dépôt,

magasin ou débit de houille, chaux, bières, liqueurs, et en général aucune des industries mentionnées au tableau de classement annexé à l'Arrêté Royal du vingt-neuf janvier mil huit cent soixante-trois sur la police des établissements dangereux, insalubres ou incommodes, et arrêtés qui ont modifié celui-ci."

Pour autant que les conditions qui précèdent soient encore d'application, les acquéreurs des biens susdécrits devront en faire leur affaire personnelle sans l'intervention des comparants aux présentes ni recours contre eux.

Servitudes conventionnelles ou par destination du père de famille.

Généralités

La construction de l'ensemble immobilier, tel que décrit et figuré aux plans ci-annexés, provoquera l'établissement entre les différents lots privatifs, d'un état de choses qui constituera une servitude si ces lots appartiennent à des propriétaires différents.

Les servitudes ainsi créées prendront effectivement naissance dès que les fonds dominant ou servant appartiendront chacun à un propriétaire différent; elles trouvent leur fondement dans la convention des parties ou la destination du père de famille consacrée par les articles 692 et suivants du Code Civil.

Il en est notamment ainsi :

- des vues et jours d'un lot sur l'autre;
- du passage d'un lots sur l'autre des conduits et canalisations de toute nature (eaux pluviales et résiduaires - gaz - électricité - téléphone) servant à l'un ou l'autre lot, ce passage pouvant s'exercer en sous-sol, au niveau du sol et au-dessus de celui-ci;
- et de façon générale de toutes les servitudes établies sur un lot au profit d'un autre, ou entre les parties privatives et les parties communes que révéleront les plans ou leur exécution au fur et à mesure de la construction ou encore l'usage des lieux.

Les différends, de quelque nature qu'ils soient, auxquels pourraient donner lieu cette notion de servitude spécialement en ce qui concerne le maintien de ces servitudes et les modalités de leur exercice seront déférés à la juridiction compétente sans préjudice de la possibilité que conservent les parties de décider, après que le litige soit né, de recourir à l'arbitrage. Cette action devra être dirigée contre l'association des copropriétaires si le différend concerne l'ensemble de la copropriété ou contre le ou les copropriétaires concernés si elle ne vise que ceux-ci.

Constitution de Servitudes

Au plan avec procès-verbal de mesurage susvanté et ci-annexé,

l'expert de HALLOY de WAULSORT, susnommé, à joint une note de servitudes concernant les parcelles connues au Cadastre sous la section B numéros 140/L/12, 140/W/12, 140/M/12 et 140/X/12, cette dernière parcelle n'étant ni concernée, ni comprise dans les parcelles objets du présent acte.

La note de servitudes fait référence au plan ci-joint et est reproduite textuellement ci-après :

« NOTE DE SERVITUDE ENTRE PROPRIETES A ET B + C

1. La zone teintée en jaune sur zone A du plan est grevée d'une servitude de passage au profit des occupants de l'habitation de la zone C du plan et des occupants des emplacements et box de la zone B du plan.
2. La zone teintée en jaune sur zone B du plan est grevée :
 - a) d'une servitude de passage au profit des co-propriétaires de l'immeuble situé sur la zone A du plan
 - b) d'une servitude de passage pour les occupants des box et emplacements situés sur la zone B du plan
3. Le tracé de la servitude de passage au profit du lot C établi suivant acte du Notaire Carly du 23 octobre 1985 est annulé et remplacé par le tracé des zones teintées en jaune sur les lots A et B du plan.
4. Tous les écoulements d'eau existant ce jour sur les lots A, B et C pourront être maintenus à titre de servitude.
5. Toutes les servitudes existant ce jour entre les lots A, B et C pourront être maintenues.
- [6. Les box de garage G8 à G11 sont des box avec mur en brique, toiture plate en roofing et porte basculante. Celui qui a la jouissance d'un box devra assurer l'entretien ou la rénovation totale ou partielle de celui-ci. »

Tous les acquéreurs de quotités privatives dans l'immeuble susdécrit seront censés avoir parfaitement connaissance des stipulations qui précèdent et les approuver dans toute leur teneur; ils devront s'engager à les respecter en tous points, sans l'intervention des comparants au présent acte ni recours contre eux.

Dispositions urbanistiques

Sans préjudice à ce qui est énoncé in fine du présent acte de base, le comparant de première part déclare avoir été informé par le notaire soussigné que conformément à l'Arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du vingt-neuf juin mil neuf cent nonante-deux, sont:

- dispensés du permis d'urbanisme, les travaux de transformations intérieurs ou les travaux d'aménagement de locaux pour autant qu'ils n'impliquent la solution d'aucun problème de construction proprement dite, ni le changement d'affectation, ni la modification du volume construit et à la condition que la stabilité de l'immeuble ne soit pas mise en danger;

- considérés comme actes et travaux dispensés de l'avis du fonctionnaire délégué, les travaux de transformations intérieurs et les travaux d'aménagement de locaux autres que ceux visés au paragraphe précédant, pour autant qu'ils n'impliquent ni le changement d'affectation, ni la modification du volume construit, ni la modification de l'aspect architectural du bâtiment;

* conformément à l'Ordonnance Bruxelloise du neuf novembre mil neuf cent nonante-trois, la location des logements meublés est subordonnée à l'octroi d'un permis de mise en location, renouvelable tous les six ans. Par ailleurs, si l'immeuble fait déjà l'objet d'un bail à compter de l'entrée en vigueur dudit arrêté, le bailleur dispose d'un délai de trois ans pour se conformer aux normes de qualité et de sécurité, et solliciter le permis requis après production d'un certificat de sécurité et d'une attestation de qualité respectivement délivrés par le Service incendie et un architecte agréé.

TITRE II.- REGLEMENT DE COPROPRIETE

Le texte qui va suivre remplace purement et simplement le texte du "Règlement Général de Copropriété" inséré dans l'acte de base du vingt-cinq juillet mil neuf cent soixante et un.

CHAPITRE I. : EXPOSE GENERAL

Article 1.- Définition et portée.

Faisant usage de la faculté prévue à l'article 577-2 du Code civil, sont arrêtées comme suit les dispositions applicables à l'immeuble et réglant tout ce qui concerne la description des droits et obligations de chaque copropriétaire quant aux parties privatives et aux parties communes, les critères et le mode de calcul de la répartition des charges, les règles relatives au mode

de nomination d'un syndic, à l'étendue de ses pouvoirs et à la durée de son mandat ainsi que de manière générale tout ce qui concerne la conservation, l'entretien et éventuellement la reconstruction de l'immeuble.

Ces dispositions et les servitudes qui peuvent en résulter s'imposent à tous les propriétaires ou titulaires de droits réels et personnels, actuels ou futurs; elles sont, en conséquence, immuables et ne peuvent être modifiées que dans le respect des majorités prévues à l'article 19 paragraphe 8 des statuts; elles seront opposables aux tiers par la transcription du présent règlement au bureau des hypothèques compétent sans préjudice à l'article 577-10 paragraphe 1 du Code civil.

Toute modification à l'acte de base et/ou au règlement de copropriété devra faire l'objet d'un acte notarié soumis à transcription. Ces dispositions peuvent également être opposées par ceux à qui elles sont opposables et qui sont titulaires d'un droit réel ou personnel sur l'immeuble.

Article 2.- Définition du règlement d'ordre intérieur

Il est, en outre, arrêté, pour valoir entre les parties et leurs ayants droit à quelque titre que ce soit, un règlement d'ordre intérieur relatif à la jouissance de l'immeuble et aux détails de la vie en commun, lequel est susceptible de modifications dans les conditions qu'il indique.

Ces modifications doivent être imposées par les aliénateurs du droit de propriété ou de jouissance à leurs contractants ou aux bénéficiaires sans préjudice à l'article 577-10 paragraphe 4 du Code civil.

Article 3.- Statuts de l'immeuble

L'acte de base et le règlement de copropriété forment ensemble les statuts de l'immeuble, lesquels obligent tous titulaires actuels ou futurs de droits dans la copropriété ainsi que leurs ayants droit et ayants cause à quelque titre que ce soit, sans préjudice aux actions en justice visées à l'article 577-9 du Code civil.

CHAPITRE II.- PARTIES COMMUNES ET PRIVATIVES.

Article 4.- Division de l'immeuble en parties communes et privatives

L'immeuble comporte, d'une part, des parties communes dont la propriété appartient indivisément, suivant la loi, l'usage, les dispositions des statuts et contrats d'entreprises ou de ventes, ou par décision de l'assemblée générale, à tous les propriétaires, chacun pour une quote part, et d'autre part, des parties privatives, dont chacun des copropriétaires a la propriété privative et l'usage exclusif.

Les parties privatives sont dénommées "Appartement", ou "Cave", ou "garage" ou de manière générale "lot privatif".

Article 5.- Mode de calcul de la quote part de copropriété

Les quotes parts dans les parties communes attachées à chaque lot privatif sont fixées ci-avant sous le titre "PARTIES COMMUNES-REPARTITION".

Les parties communes sont divisées en mille/millièmes (1.000/1.000), réparties entre les diverses lots privatifs, en proportion de leur valeur respective.

Pour déterminer cette valeur, sans qu'il doive être tenu compte notamment des matériaux utilisés pour la finition ou l'embellissement de l'immeuble ou des modifications effectuées aux alentours de l'immeuble, il a été pris comme référence celle d'un bien équipé de manière à assurer une habitabilité normale (valeur intrinsèque).

Cette valeur intrinsèque est indépendante du prix de vente des lots.

Il est formellement stipulé que, quelles que soient les variations ultérieures subies par les valeurs respectives des lots privatifs, notamment par suite des modifications ou de transformations qui seraient faites dans une partie quelconque de l'immeuble, ou par suite de toutes autres circonstances, la ventilation attributive des millièmes telle qu'elle est établie par l'acte de base, ne peut être modifiée que par décision de l'assemblée générale des copropriétaires prise à l'unanimité des voix de tous les copropriétaires.

La nouvelle répartition des millièmes entre les parties modifiées sera constatée par acte authentique devant un notaire choisi par l'assemblée générale à la majorité absolue. L'assemblée pourra consulter un architecte à choisir à la majorité absolue.

Chaque copropriétaire dispose du droit de demander au juge de paix :

- de rectifier la répartition des quotes-parts dans les parties communes, si cette répartition a été calculée inexactement ou si elle est devenue inexacte par suite de modifications apportées à l'immeuble ;
- l'annulation ou la réformation d'une décision prise irrégulièrement, frauduleusement ou abusivement à l'assemblée générale.

Sans préjudice à ce qui sera précisé ci-après pour les charges, aucune indemnité ne sera due ou ne devra être payée en cas de modification de la répartition des quotes-parts de copropriété.

Article 6.- Parties communes

Les parties communes sont divisées en quotités attribuées aux lots privatifs suivant un mode de répartition énoncé ci-avant aux articles 4 et 5.

Cette répartition sera acceptée irrévocablement par tous comme définitive, quelles que soient les modifications apportées aux parties privatives pour améliorations, embellissements ou autre, sauf ce qui est dit ci-dessus et sous réserve de l'unanimité des voix de tous les copropriétaires et de leur droit d'agir en

justice.

Les parties communes ne pourront jamais, vu leurs indivisibilité et destination, faire l'objet d'un partage ou d'une licitation, sauf toutefois le cas de sinistre total de l'immeuble, ainsi qu'il est expliqué au chapitre "Assurances".

Les parties communes de l'immeuble sont décrites ci-après.

L'objet du présent article est de déterminer les éléments du bien divisé qui doivent être considérés communs.

Sont présumées communes, les parties du bâtiment ou du terrain affectées à l'usage de tous les copropriétaires ou de certains d'entre eux.

1. Sol

Il convient de distinguer le sol bâti, supportant l'édifice, la portion de sol restée non bâtie et le sous-sol.

Le sol bâti est représenté par l'aire sur laquelle repose le rez-de-chaussée de l'édifice divisé; le sous-sol, par l'espace existant en profondeur en-dessous de ladite superficie.

Toute la parcelle bâtie ou non bâtie est réputée commune, sauf convention contraire.

2. Sous-sol non bâti

Le terrain en sous-sol est commun. Il en est ainsi du sous-sol se trouvant sous le rez-de-chaussée privatif de l'édifice morcelé.

Il en est également ainsi du terrain situé sous le jardin.

3. Gros murs

On appelle gros mur celui qui a sa fondation dans le sol de manière que s'il était détruit l'immeuble ne serait plus entier.

Il en résulte que les murs clôturant les cours et jardins sont de gros murs. En effet, s'ils étaient détruits, la cour ou le jardin cesserait d'être fermé, ce qui mettrait hors de sécurité non seulement le rez-de-chaussée, mais encore les étages.

4. Murs intérieurs séparant des lots privatifs

Envisageant le cas de mur séparant deux lots et qui n'est pas un gros mur : pareil mur est purement mitoyen parce qu'il ne peut servir qu'à l'usage exclusif des deux lots privatifs qu'il sépare.

La même solution doit être adoptée pour la cloison séparant deux terrasses privatives, qui doit être considérée comme mitoyenne.

5. Murs extérieurs séparant locaux privatifs et locaux communs

Le mur séparant un lot privatif de locaux communs de l'édifice, doit être considéré comme mitoyen.

6. Murs intérieurs d'un lot privatif

Les murs qui séparent les diverses pièces d'un lot privatif sont privatifs pour autant qu'ils ne servent pas de soutien au bâtiment.

7. Murs de clôture

Les murs entourant éventuellement les cours et jardins, appelés murs de clôture, ou leur mitoyenneté, sont communs. Il faut

y assimiler les grilles, haies et autres clôtures qui remplissent le même rôle.

Si les cours et jardins sont privatifs, les clôtures n'en sont pas moins en copropriété lorsqu'elles sont destinées à délimiter l'ensemble de l'immeuble. Ils sont mitoyens s'ils séparent plusieurs lots privatifs.

8. Murs (revêtements et enduits)

Les revêtements et enduits des murs communs, à l'intérieur des locaux privatifs, sont privatifs; à l'extérieur ils sont communs.

9. Plafonds et planchers - Gros oeuvre

Le gros-oeuvre des sols et plafonds est un élément commun.

10. Plafonds et planchers - Revêtements et enduits

Les revêtements et enduits des plafonds communs, ainsi que des sols communs, parquets ou carrelages, sont des éléments communs dans la mesure où ils ne concernent pas un élément privatif.

11. Cheminées

Les coffres, conduits et têtes de cheminée sont à usage commun.

Le caractère de propriété privatif est donné aux coffres et aux sections de conduits se trouvant à l'intérieur du lot privatif qu'ils desservent exclusivement.

12. Toit

Le toit est un élément commun. Il comprend l'armature, le hourdage et le revêtement. En font partie intégrante les gouttières et canalisations de décharge des eaux pluviales, de même que les galetas et lucarnes s'ils sont immédiatement sous le toit, et à défaut de dispositions contraires des titres ou du règlement de copropriété.

Au-dessus du toit, l'espace qui domine l'édifice est à l'usage commun.

L'accès au toit est interdit sauf pour procéder à l'entretien et à la réparation de la toiture.

Aucun objet ne peut y être entreposé, sauf décision contraire de l'assemblée générale statuant à la majorité des trois/quarts de voix de l'ensemble des propriétaires de l'immeuble.

13. Façades

La façade est un gros mur, par conséquent, un élément commun.

A la façade doit être assimilée la décoration comprenant les ornements en saillie, par exemple les corniches, les gouttières, les descentes d'eaux pluviales, les seuils de fenêtres et de porte-fenêtres, les balcons et les terrasses avec leurs accessoires.

14. Fenêtres

Les fenêtres et porte-fenêtres avec leurs châssis sont des éléments communs, et les vitres, les volets et persiennes, sont des éléments privatifs.

Dès lors, les travaux de peinture sont pris en charge par la copropriété et ne peuvent être refaits qu'avec l'accord de

l'assemblée générale des copropriétaires statuant à la majorité absolue des voix des copropriétaires présents ou représentés et par l'intermédiaire de cette dernière.

Les travaux de peinture des fenêtres et porte-fenêtres doivent être attribués en une fois à un entrepreneur unique désigné par la copropriété.

15. Escaliers

Il faut entendre par ce mot non seulement les marches en pierre, granito ou autre, mais tout ce qui constitue l'accessoire comme la cage, la rampe, les balustrades, les ensembles vitrés (coupoles) placés dans les ouvertures qui éclairent l'escalier; il en est de même pour les paliers qui relient les volées et les murs qui délimitent la cage d'escaliers dans laquelle se déroule l'escalier.

Eu égard à ce qui précède, l'escalier est commun. Il l'est dans toutes ses sections et les propriétaires du rez-de-chaussée ne pourraient invoquer qu'ils ne se servent pas des volées supérieures, pour prétendre qu'ils ne sont pas copropriétaires et refuser de participer aux frais communs y relatifs.

16. Portes palières

Les portes donnant accès par les halls, dégagements et paliers communs, aux divers lots privatifs, sont privatives, face intérieure et communes, face extérieure.

La peinture de la face extérieure de ces portes est à charge de la copropriété.

17. Canalisations - Raccordements généraux

Les descentes d'eaux pluviales et sterfputs, le réseau d'égouts avec sterfputs et accessoires, les raccordements généraux des eaux, gaz, mazout et électricité ainsi que les compteurs et accessoires y relatifs, les décharges, les chutes et la ventilation de ces dispositifs y compris les accès, en un mot toutes les canalisations de toute nature intéressant la copropriété sont parties communes.

Font exception, les canalisations à usage exclusif d'un lot privatif, mais uniquement pour ce qui regarde la section située à l'intérieur du lot privatif desservi.

18. Electricité

L'ensemble de l'équipement électrique (minuterie, points lumineux, prises, interrupteurs...), desservant par exemple les entrées, les halls et leurs réduits, les escaliers, les ascenseurs et leur machinerie, les dégagements des sous-sols, du rez-de-chaussée et des niveaux supérieurs, la rampe d'accès au garage, l'accès de manoeuvre du parking et des emplacements de garage, le local pour la cabine du transformateur du courant électrique, les locaux destinés aux compteurs, les locaux des vides-poubelles et des communs en général est déclaré partie commune.

19. Locaux à usage commun

Sont également communs les différentes entrées communes au rez-de-chaussée, les halls et leurs réduits, les dégagements, paliers, les ouvre-portes automatiques, parlophones, téléphonies intérieures et leurs accessoires, le circuit de télédistribution; en sous-sols, la rampe d'accès au garage, l'aire de manoeuvre devant les emplacements de garage, les locaux destinés aux compteurs d'eau, de gaz, d'électricité et les tuyauteries communes de distribution.

Il est entendu que le ou les locaux en question doivent rester affectés aux fins projetées.

20. Balcons et terrasses

Les balcons et terrasses ainsi que les accessoires (garde-corps, balustrades, revêtement, etcaetera...) sans distinction aucune, étant des éléments de la façade, participent au caractère commun de l'édifice.

En ce qui concerne les terrasses à usage privatif, les garde-corps, les balustrades, l'étanchéité, le revêtement, la chape isolante au même titre que le béton des hourdis qu'elle protège sont parties communes ainsi que tous les éléments qui ont trait à l'ornement extérieur des façades, même s'ils dépendent des parties privatives par exemple les ciels de terrasses.

Toutefois, les frais qui seraient exposés par la copropriété devront être remboursés par le propriétaire du lot privatif s'il est établi que les dégâts causés au revêtement sont dus de son fait.

Chaque propriétaire a l'obligation d'entretenir l'écoulement des eaux des terrasses et balcons, de façon à permettre un écoulement normal.

21. Terrasses (Etages)

Les terrasses servent en premier lieu de toiture. Elles sont communes comme cette dernière.

Si les terrasses sont à usage exclusif d'un des propriétaires, le revêtement spécial qui les recouvre est un élément commun (sous réserve des frais exposés par la copropriété mais incombant au copropriétaire responsable des dégâts causés au revêtement dont question au point 20 ci-avant et qui devront être dans ce cas remboursés par ce dernier à la copropriété).

22. Garde-corps et balustrades

Il est renvoyé à cet égard aux précisions contenues sous les numéros 13 et 20.

23. Jardin

Les jardins entourant l'immeuble à appartements sont à usage commun.

Il est attribué aux propriétaires des lots privés du rez-de-chaussée, l'usage et la jouissance exclusifs et perpétuels des parties de sol commun non bâti, aménagés en jardins, se situant en façade, et sur les côtés pour les appartements, de l'immeuble.

Malgré son affectation, cette partie du sol conserve son statut de partie commune.

En contre-partie, le bénéficiaire en supporte les charges (charges communes particulières).

Il est interdit au bénéficiaire d'y déposer et entreposer tous objets et d'y effectuer des plantations d'une hauteur supérieure à deux mètres.

Il est expressément précisé que :

a) le titulaire de la jouissance exclusive n'a pas pour autant le droit de construire, ni le droit de couvrir une terrasse dont il a la jouissance exclusive.

b) l'indemnité d'expropriation relative à la partie du sol frappé de jouissance exclusive revient à l'association des copropriétaires.

c) l'indemnité pour cession de mitoyenneté due par un voisin doit être versée à l'association des copropriétaires.

d) le droit de jouissance exclusive ne peut être séparé du lot privatif auquel il se trouve rattaché.

24. Usage et jouissance exclusifs

Si l'usage et la jouissance exclusifs et perpétuels d'une partie du sol commun non bâti, généralement aménagé en jardin, était attribué à un lot privatif, cette partie du sol conserverait son statut de partie commune, malgré son affectation privative.

En contre-partie le bénéficiaire supporterait les charges d'entretien (charges communes particulières).

25. Emplacement de parking

L'emplacement de parking n'est qu'un simple emplacement dans le garage commun délimité par des marques au sol, chiffré de la manière prévue au plan.

Il est dénié le droit aux titulaires des emplacements de parking de les clôturer et de les modifier et/ou de les déplacer.

26. Ascenseur

Le terme "ascenseur" doit être entendu dans son sens large: tant la cabine et le mécanisme, la gaine et les locaux que l'installation située dans le sous-sol, sous les combles ou éventuellement sur le toit.

L'ascenseur est un élément commun.

L'ascenseur est un accessoire du rez-de-chaussée et est dès lors, d'usage commun, ce qui implique notamment que les propriétaires des lots privatifs situés au rez-de-chaussée interviennent également dans toutes les charges de cet élément commun.

27. Chauffage central

La chaudière servant au chauffage des lots privatifs est un élément commun.

Les canalisations et les radiateurs à l'usage exclusif des lots privatifs sont privatifs.

En effet, s'il est exact que les radiateurs placés dans un lot privatif sont à son usage exclusif, le présent article dénie le droit au propriétaire de les modifier, de les déplacer, de les supprimer ou de les remplacer par des radiateurs de calibre différent.

28. Puits et fosses d'aisance

Ces éléments sont communs, lorsqu'ils servent à la copropriété.

29. Antennes

Les antennes ont un caractère commun si elles sont établies de façon à permettre aux divers propriétaires de s'y raccorder (antennes collectives).

Par contre, les redevances à la télédistribution sont privatives.

L'usage d'antennes paraboliques sur les terrasses privatives est autorisé en se conformant aux dispositions légales.

Article 7.- Situation juridique des parties communes de l'immeuble

Les parties communes appartiennent indivisément aux propriétaires dans la proportion de leur quote-part dans la copropriété telle qu'indiquée au présent statut. En conséquence, elles n'appartiennent pas à l'association des copropriétaires.

Toute aliénation totale ou partielle d'une partie privative entraîne de ce fait, et dans la même proportion, l'aliénation totale ou partielle des parties communes qui en sont l'accessoire inséparable.

La quote part des parties communes ne pourra être aliénée ni grevée de droits réels, ni saisie qu'avec les lots privatifs dont elle est l'accessoire et pour la quotité leur attribuée.

L'hypothèque et tout droit réel, créés sur un élément privatif, grèvent, de plein droit, la quote part des parties communes qui en dépend comme accessoire inséparable.

Article 8.- Définition des parties privatives

Chaque propriété privée comporte les parties à l'usage exclusif d'un propriétaire, et constitutives du lot privatif, à l'exception des parties communes et notamment le plancher, le parquet ou autre revêtement sur lequel on marche, avec leur soutènement immédiat en connexion avec le hourdis qui est partie commune, les cloisons intérieures non portantes, les portes, les volets, persiennes et garde-corps, les portes palières (faces intérieures), toutes les canalisations adductives et évacuatives intérieures des locaux privatifs et servant à leur usage exclusif, les installations sanitaires particulières (lavabos, éviers, water-closet, salle de bains, et caetera), les parties vitrées des portes et fenêtres, le plafonnage attaché au hourdis supérieur formant le plafond, les plafonnages et autres revêtements, la décoration intérieure du local privatif soit en résumé tout ce qui se trouve

à l'intérieur du local privatif et qui sert à son usage exclusif; en outre, tout ce qui se trouve à l'extérieur de la partie privative mais est exclusivement à son usage, par exemple conduites particulières des eaux, du gaz, de l'électricité, du téléphone, etcaetera..., le tout sans préjudice à ce qui est précisé à l'article 6-17 de statuts.

Article 9.- De la jouissance des parties privatives

Chacun des copropriétaires a le droit de jouir et de disposer de ses locaux privés dans les limites fixées par le présent règlement et à la condition de ne pas nuire aux droits des autres propriétaires et de ne rien faire qui puisse compromettre la solidité et l'isolation de l'immeuble.

Les copropriétaires ne peuvent en aucune façon porter atteinte à la chose commune, sauf ce qui est stipulé au présent règlement. Ils doivent user du domaine commun conformément à sa destination et dans la mesure compatible avec le droit de leurs copropriétaires.

Est incompatible avec ces principes notamment le fait, pour un propriétaire d'un lot privatif, d'encombrer de quelque manière que ce soit les halls, escaliers, paliers et couloirs communs; d'y effectuer des travaux de ménage tels que battage et brossage de tapis, literies et habits, étendage de linge, nettoyage de meubles ou ustensiles, cirage de chaussures.

Les propriétaires des lots privatifs doivent atténuer les bruits dans la meilleure mesure possible. Ils éviteront de traîner dans les cuisines et sur les terrasses et balcons, des tables ou des chaises non munies de sabots "anti-bruit" efficaces, de manier des robinets de façon peu adéquate, de claquer les portes, de manier sans ménagements les volets éventuels.

Cette clause n'est pas de style, mais de stricte application.

Pour autant qu'elles intéressent la copropriété, l'exécution de travaux ménagers, les livraisons de commandes et autres activités nécessaires des propriétaires sont soumises aux prescriptions du règlement d'ordre intérieur.

Aucune tolérance ne peut, même avec le temps, devenir un droit acquis.

Chacun peut modifier comme bon lui semblera, mais avec l'assentiment écrit de l'architecte auteur du projet ou à son défaut, d'un architecte désigné par le syndic, la distribution intérieure de ses locaux, mais sous sa responsabilité à l'égard des affaissements, dégradations et autres accidents et inconvénients qui en seraient la conséquence pour les parties communes et les locaux des autres propriétaires.

Il est interdit aux propriétaires de faire, même à l'intérieur de leurs locaux privés, aucune modification aux choses communes, sans l'accord de l'assemblée générale des copropriétaires statuant selon les modalités prévues à l'article 11 ci-après, relatives aux

"transformations".

Les propriétaires pourront établir des persiennes ou autres dispositifs intérieurs de protection, qui devront être d'un modèle défini par l'architecte et agréé par l'assemblée générale du complexe, et déposé chez le syndic.

Ils pourront établir des postes récepteurs de téléphonie sans fil, ou de télévision, mais devront se conformer au règlement d'ordre intérieur qui sera approuvé par l'assemblée générale à la majorité absolue des voix.

Le téléphone public pourra être installé dans les lots privatifs aux frais, risques et périls de leur propriétaire.

La sonnerie du téléphone doit être installée de façon à ne pas troubler les occupants des locaux privatifs voisins. Les fils et accès ne peuvent emprunter les façades de l'immeuble.

La radio-télédistribution sera installée. Seules les canalisations prévues à cet effet pourront être utilisées. Les copropriétaires devront obligatoirement, en cas d'utilisation, se raccorder à ce système à l'exclusion de toute installation privée du même genre, sauf accord écrit du syndic.

Les frais d'entretien et de renouvellement de ces installations seront à charge de tous les copropriétaires de l'immeuble, même si certains propriétaires n'en avaient pas l'utilisation.

Lorsque les propriétaires négligent d'effectuer des travaux nécessaires à leur propriété et exposent, par leur inaction, les autres lots ou les parties communes à des dégâts ou à un préjudice quelconque, le syndic a tous pouvoirs pour faire procéder d'office, aux frais du propriétaire en défaut, aux réparations urgentes dans ses locaux privatifs.

Article 10.- Des limites de la jouissance des parties privatives

Harmonie : Rien de ce qui concerne le style et l'harmonie de l'immeuble, même s'il s'agit de choses dépendant privativement des lots privatifs, ne pourra être modifié que par décision de l'assemblée générale prise à la majorité des trois/quarts des voix des propriétaires présents ou représentés, et pour autant qu'il s'agisse de l'architecture des façades à rue, avec l'accord d'un architecte désigné par l'assemblée générale des copropriétaires ou en cas d'urgence par le syndic.

Location : Le copropriétaire pourra donner sa propriété privative en location; il est seul responsable de son locataire ainsi que de tout occupant éventuel et a seul droit au vote inhérent à sa qualité de copropriétaire, sans pouvoir céder son droit à son locataire ou occupant à moins que ceux-ci ne soient dûment mandatés.

La location ou l'occupation ne peut se faire qu'à des personnes d'une honorabilité incontestable.

Caves : Les caves ne pourront être vendues qu'à des propriétaires de locaux dans l'immeuble; elles ne pourront être louées

qu'à des occupants de l'immeuble.

Il est permis aux propriétaires d'échanger entre eux leur cave par acte authentique soumis à la transcription.

Un propriétaire peut toujours, par acte soumis à la transcription, vendre à un autre propriétaire, la cave qui est sa propriété.

Emplacements de parking et garages : Ils ne peuvent être affectés qu'à usage privé et uniquement pour les occupants de l'immeuble, à l'exclusion de tous véhicules commerciaux ou industriels et de tous garages publics.

Aucun atelier de réparation, aucun dépôt d'essence ou d'autres matières inflammables ne pourront être installés.

Il est interdit d'y entreposer quoi que ce soit, même temporairement.

Sont interdits dans la rampe d'accès vers le garage et l'aire de manoeuvre, le parking, l'échappement libre, la combustion d'essence et d'huiles, l'usage des klaxons et autres avertisseurs sonores.

Les garages et emplacements pour voiture privatifs ne peuvent être vendus qu'à des propriétaires de locaux privatifs de l'immeuble.

Article 11.- Transformations

Les travaux de modifications aux parties communes ne pourront être exécutés qu'avec l'autorisation expresse de l'assemblée des copropriétaires, statuant à la majorité des trois/quarts des voix des propriétaires présents ou représentés, et sous la surveillance de l'architecte désigné par ladite assemblée, à l'exception de ceux qui peuvent être décidés par le syndic.

S'il s'agissait de percement de gros murs, de refend ou de modifications de l'ossature en béton armé, les travaux ne pourraient être exécutés que sous la surveillance de l'architecte et d'un ingénieur, ou à leur défaut, de tout autre technicien désignés par l'assemblée générale des copropriétaires statuant à la majorité absolue des voix.

Dans l'un comme dans l'autre cas, les honoraires dus aux architecte et ingénieur seraient à la charge du ou des copropriétaires faisant exécuter les travaux.

De toute façon, l'autorisation donnée par l'assemblée générale ne dégagerait pas le ou les copropriétaires à charge de qui les travaux seraient exécutés, des dommages directs ou indirects, prévus ou non prévus, que ces travaux de modifications pourraient entraîner tant pour les éléments privatifs que pour les parties communes.

Il est interdit aux propriétaires de locaux privatifs de les diviser en plusieurs locaux privatifs, mais il est permis de réunir plusieurs lots privatifs en un seul et de le rediviser ensuite.

CHAPITRE III.- ASSOCIATION DES COPROPRIETAIRES

Article 12.- Dénomination - Siège

Cette association est dénommée " ASSOCIATION DES COPROPRIETAIRES DE L'immeuble sis à Ixelles, chaussée de Vleurgat 242-244". Elle a son siège dans l'immeuble sis à Ixelles, Chaussée de Vleurgat 242-244.

Article 13.- Personnalité juridique - Composition

A partir du premier août mil neuf cent nonante-cinq, l'association des copropriétaires disposera de la personnalité juridique si les deux conditions suivantes sont réunies :

- la cession ou la transmission d'un lot donnant naissance à l'indivision,
- la transcription du présent acte à la conservation des hypothèques compétente.

A défaut de transcription, l'association des copropriétaires ne pourra se prévaloir de la personnalité juridique. Par contre, les tiers disposeront de la faculté d'en faire état contre elle.

Tous les copropriétaires sont membres de l'association.

Ils disposent chacun d'un nombre de voix égale à sa quote part dans les parties communes.

Article 14.- Dissolution - Liquidation

L'association des copropriétaires est dissoute de plein droit dès que l'indivision a pris fin. Elle renaîtra de plein droit si l'indivision venait à renaître. La destruction même totale de l'immeuble n'entraîne pas automatiquement la dissolution de l'association.

L'assemblée générale peut dissoudre l'association des copropriétaires. Cette décision doit être prise à l'unanimité des voix de tous les copropriétaires et constatée par acte authentique.

Toutefois, l'assemblée générale ne pourra la dissoudre si l'immeuble reste soumis aux articles 577-2 à 577-14 du Code civil.

L'association des copropriétaires peut enfin être dissoute par le juge à la demande de tout intéressé pouvant faire état d'un juste motif.

L'association subsiste pour les besoins de sa liquidation. Elle mentionne dans toutes les pièces qu'elle est en liquidation. Son siège demeure dans l'immeuble, objet des présents statuts.

L'assemblée générale des copropriétaires, ou si celle-ci reste en défaut de le faire, le syndic désigne un ou plusieurs liquidateurs. Cette nomination est constatée dans l'acte authentique. Les articles 181 à 188 et 195 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales s'appliquent à la liquidation de l'association des copropriétaires.

L'acte constatant la clôture de la liquidation doit être notarié et transcrit à la conservation des hypothèques.

Toutes actions intentées contre les copropriétaires, l'association des copropriétaires, le syndic et les liquidateurs se prescrivent par cinq ans à compter de cette transcription. L'acte de clôture de liquidation contient :

- a) l'endroit désigné par l'assemblée générale où les livres et documents de l'association seront conservés pendant cinq ans au moins à compter de ladite transcription;
- b) les mesures prises en vue de la consignation des sommes et valeurs revenant aux créanciers ou aux copropriétaires et dont la remise n'a pu leur être faite.

Article 15.- Patrimoine de l'association des copropriétaires

L'association des copropriétaires ne peut être propriétaire que des *meubles nécessaires* à l'accomplissement de son objet.

En conséquence, l'association des copropriétaires ne peut être titulaire de droits réels immobiliers, ceux-ci restent appartenir aux copropriétaires; il en est notamment ainsi des parties communes.

L'association des copropriétaires pourra dès lors être propriétaires de tous meubles nécessaires à la bonne gestion de la copropriété et notamment : espèces, fonds déposés en banque, bureau, ordinateur, matériel d'entretien ... à l'exclusion de tous éléments décoratifs ou utilitaires autres que ceux nécessaires à l'entretien tels que antennes, tableaux, objets décorant des parties communes....

Article 16.- Objet

L'association des copropriétaires a pour objet la conservation et l'administration de l'immeuble.

Article 17.- Solidarité divise des copropriétaires

L'exécution des décisions condamnant l'association des copropriétaires peut être poursuivie sur le patrimoine de chaque copropriétaire proportionnellement à sa quote-part dans les parties communes. Toutefois, le copropriétaire sera dégagé de toute responsabilité pour tout dommage qui pourrait résulter de l'absence de décision de l'assemblée générale, s'il n'a pas été débouté de l'une des actions introduites conformément à l'article 577-9 paragraphes 3 et 4 du Code civil.

En cas d'action intentée par un copropriétaire et à défaut de décision coulée en force de chose jugée, si la responsabilité de l'association des copropriétaires est mise en cause, ledit copropriétaire participera aux frais de procédure et d'avocat en proportion de sa quote-part dans les charges communes, sans préjudice du décompte final si, suite à cette décision, l'association des copropriétaires est condamnée.

Article 18.- Actions en justice

L'association des copropriétaires a qualité pour agir en justice, tant en demandant qu'en défendant. Elle est valablement représentée par le syndic.

Tout propriétaire conserve le droit d'exercer seul les actions relatives à son lot, après en avoir informé par pli recommandé envoyé avant le début de la procédure, le syndic qui à son tour en informe les autres copropriétaires.

Article 19.- Organes de l'association des copropriétaires

I. Assemblée générale des copropriétaires

§ 1. Pouvoirs.

L'assemblée générale des copropriétaires dispose de tous les pouvoirs de gestion et d'administration de l'association des copropriétaires à l'exception de ceux attribués en vertu de la loi et des présents statuts au syndic et à chaque copropriétaire.

Sous cette réserve, l'assemblée générale des copropriétaires est souveraine maîtresse de l'administration de l'immeuble en tant qu'il s'agit des intérêts communs. Elle dispose en conséquence des pouvoirs les plus étendus, en se conformant aux présents statuts et aux lois en la matière, de décider souverainement des intérêts communs.

A titre exemplatif, ses pouvoirs sont notamment les suivants:

- la nomination et la révocation du syndic,
- la nomination d'un syndic provisoire,
- la dissolution de l'association des copropriétaires.
- En outre, en cas de contradiction entre les clauses reprises dans le présent acte et ses annexes et les articles impératifs de la nouvelle loi, l'assemblée pourra décider, à l'unanimité, que ces clauses sont réputées non écrites, sans que cette décision ait une conséquence sur la validité des autres clauses dudit acte et de ses annexes.

L'assemblée générale ne dispose pas du pouvoir de représenter valablement l'association des copropriétaires sauf si tous les copropriétaires interviennent.

Pour tout ce qui n'est pas prévu par les présents statuts, les comparants font expressément référence aux articles 577-2 et suivants du Code Civil.

Pour les délibérations et décisions des assemblées générales, chaque fois que le règlement de copropriété diffère des dispositions légales, c'est la condition la plus stricte qui sera d'application (Code Civil art. 577-6 paragraphe 3 et 577-7 paragraphe 1).

§ 2. Composition.

L'assemblée générale se compose de tous les copropriétaires quel que soit le nombre de quotités possédées par chacun d'eux.

En cas de démembrement du droit de propriété ou d'indivision ordinaire, le droit de participer aux délibérations de l'assemblée générale est suspendu jusqu'à ce que les intéressés désignent celui qui exercera ce droit. Les parties régleront dans la même convention la contribution au fonds de réserve et au fonds de roulement, à défaut, l'usufruitier participera seul au fonds de roulement, le nu-propriétaire aura seul la charge relative à la constitution du fonds de réserve.

Lorsque le syndic ou le syndic provisoire n'est pas coproprié-

taire, il sera convoqué aux assemblées générales, mais il n'aura que voix consultative, sans préjudice à l'application de l'article 577-6 paragraphe 7.

Chaque copropriétaire pourra désigner un mandataire, copropriétaire ou non, pour le représenter aux assemblées générales, mais personne ne pourra représenter un copropriétaire s'il n'est pas porteur d'un mandat écrit sur lequel il sera stipulé expressément la date de l'assemblée générale, à peine de que le mandat sera réputé inexistant. Le syndic ne peut intervenir comme mandataire à l'assemblée générale.

Le bureau de l'assemblée générale vérifie la régularité des procurations et statue souverainement à ce sujet.

Si une portion de l'immeuble appartient à un incapable, ses représentants légaux devront tous être convoqués à l'assemblée générale et auront droit d'assister à la réunion avec voix consultative, mais ils devront, à peine de nullité de leur vote, élire l'un d'entre eux comme ayant voix délibérative, qui votera pour compte de l'incapable ou ils devront se faire représenter par un seul mandataire, porteur d'une procuration comme indiqué ci-avant. Si l'incapable est pourvu d'un seul représentant légal, celui-ci le représente valablement.

Il est permis à un époux de représenter d'office son conjoint copropriétaire, sans mandat spécial, le tout sans préjudice au régime matrimonial des époux.

Les procurations resteront annexées aux procès-verbaux.

Faute de notification par les intéressés au syndic (par lettre recommandée ou contre accusé de réception) de tous changements d'adresse ou tous changements de propriétaire, les convocations seront valablement faites à la dernière adresse connue ou au dernier propriétaire connu.

Tout copropriétaire pourra se faire assister à l'assemblée générale par un expert.

§ 3.- Date et lieu de l'assemblée générale extraordinaire.

L'assemblée générale annuelle se tiendra le deuxième lundi du mois d'avril de chaque année, à dix-sept heures à l'endroit indiqué dans les convocations et à défaut au siège de l'association des copropriétaires.

§ 4.- Convocation.

Le syndic doit convoquer l'assemblée générale ordinaire.

Il peut, en outre, la convoquer à tout moment lorsqu'une décision doit être prise d'urgence dans l'intérêt de la copropriété.

Un ou plusieurs copropriétaires possédant au moins un/cinquième des quotes-parts dans les parties communes peuvent demander la convocation de l'assemblée générale. Cette demande doit être adressée par pli recommandée au syndic qui sera tenu d'envoyer les convocations dans les quinze jours de sa réception.

Tout copropriétaire peut également demander au juge d'ordonner la convocation d'une assemblée générale dans le délai que ce dernier fixe afin de délibérer sur la proposition que ledit copropriétaire détermine, lorsque le syndic néglige ou refuse abusivement de le faire.

Les convocations sont envoyées quinze jours francs au moins avant la date de l'assemblée, par lettre ordinaire si l'assemblée a lieu à date fixe ou par lettre recommandée en cas de report de l'assemblée générale annuelle ou de convocation pour une assemblée générale extraordinaire; la convocation sera aussi valablement faite si elle est remise aux copropriétaires contre décharge signée par ces derniers. Ce délai sera réduit à cinq jours francs lorsqu'une décision doit être prise d'urgence dans l'intérêt de la copropriété.

Si une première assemblée n'est pas en nombre, une seconde assemblée pourra être convoquée de la même manière, après un délai de quinze jours au moins, avec le même ordre du jour qui indiquera qu'il s'agit d'une deuxième assemblée, mais le délai de convocation sera de cinq jours francs au moins et dix jours francs au plus.

§ 5.- Ordre du jour.

L'ordre du jour est arrêté par celui qui convoque l'assemblée.

Tous les points à l'ordre du jour doivent être indiqués dans les convocations d'une manière claire.

L'assemblée générale ne peut délibérer et voter que sur les points inscrits à l'ordre du jour. Les points soulevés sous le "divers" ne peuvent être valablement votés que si le détail en figurait au préalable à l'ordre du jour.

Chacun des copropriétaires a le droit de demander l'inscription d'un point à l'ordre du jour.

Cette demande sera faite par écrit au syndic en temps utile, pour pouvoir être insérée dans la lettre de convocation.

La première assemblée sera convoquée dès que les éléments privatifs auxquels sont joints au moins vingt-cinq pour cent dans les parties communes de l'immeuble, auront fait l'objet d'une réception provisoire ou d'une entrée en jouissance par le comparant ou par le syndic désigné par lui, lesquels fixeront l'ordre du jour.

Cette première assemblée élira obligatoirement le syndic et éventuellement les membres du Conseil de Gérance, suivant les normes des assemblées ordinaires telles que décrites ci-dessous.

§ 6. Constitution de l'assemblée.

L'assemblée générale n'est valablement constituée que si tous les copropriétaires concernés sont présents, représentés ou dûment convoqués.

Les délibérations et décisions d'une assemblée générale obligent tous les copropriétaires concernés sur les points se trouvant à l'ordre du jour, qu'ils aient été représentés ou non,

défaillants ou abstentionnistes.

§ 7.- Délibérations.

a) Droit de vote

Chaque copropriétaire dispose d'un nombre de voix correspondant à sa quote-part dans les parties communes. Les copropriétaires disposent d'une voix par millième (1.000) qu'ils possèdent dans les parties communes.

Nul ne peut prendre part au vote, même comme mandataire, pour un nombre de voix supérieur à la somme des voix dont disposent les autres copropriétaires présents ou représentés.

Le syndic ne dispose d'aucune voix sauf s'il est également copropriétaire, sans préjudice à l'article 577-6 paragraphe 7 applicable en matière d'opposition d'intérêts.

Aucune personne mandatée par l'association des copropriétaires ou employée par elle ne pourra participer personnellement ou par procuration aux délibérations et aux votes relatifs à la mission qui lui a été confiée.

Lorsque les statuts mettent à charge de certains copropriétaires seulement les dépenses d'entretien d'une partie de l'immeuble ou celles d'entretien et de fonctionnement d'un élément d'équipement, ces copropriétaires prennent seuls part au vote sur les décisions relatives à ces dépenses. Chaque copropriétaire disposera d'un nombre de voix proportionnel à sa participation dans ces dépenses.

b) Quorum de présence - Deuxième assemblée

L'assemblée générale ne délibère valablement que si plus de la moitié des copropriétaires sont présents ou représentés et pour autant qu'ils possèdent au moins la moitié des quotes-parts dans les parties communes.

Si ce quorum n'est pas atteint, une deuxième assemblée générale sera réunie après un délai de quinze jours au moins. Elle pourra délibérer quels que soient le nombre de membres présents ou représentés et les quotes-parts de copropriété dont ils sont titulaires sauf si la décision requiert l'unanimité des voix de tous les copropriétaires.

c) Majorité absolue

Les délibérations sont prises à la majorité absolue des voix des copropriétaires présents ou représentés, sauf le cas où une majorité spéciale ou l'unanimité est requise par la loi, les présents statuts, ou par le règlement d'ordre intérieur.

d) Considérations pratiques

Sans préjudice à la règle de l'unanimité prévue ci-dessous, lorsque plus de deux propositions sont soumises au vote et lorsqu'aucune d'elle n'obtient la majorité requise, il est procédé à un deuxième tour de scrutin, seules les deux propositions ayant obtenu le plus de voix au premier tour étant soumises au vote.

Lorsque l'**unanimité** est requise, elle ne doit pas s'entendre

de l'unanimité des membres présents ou représentés à l'assemblée générale, mais de l'unanimité des copropriétaires concernés.

Lorsqu'une **majorité spéciale** et requise, elle doit s'entendre de la majorité des membres présents ou représentés à l'assemblée générale.

Le copropriétaire **défaillant** est celui qui n'assiste pas personnellement à l'assemblée générale et qui n'y est pas valablement représenté. Il est assimilé à un copropriétaire non présent. Il est censé s'opposer à la proposition soumise au vote à l'assemblée générale, si l'unanimité de tous les copropriétaires est requise.

Le copropriétaire ou son mandataire qui s'**abstient** est celui qui est présent à l'assemblée générale sans exprimer son vote. L'abstentionniste ou son mandataire est assimilé à un copropriétaire présent mais s'opposant à la proposition soumise au vote à l'assemblée générale.

e) Procès-verbaux - Consultation

Les délibérations de l'assemblée générale sont consignées par les soins du syndic dans un registre déposé au siège de l'association des copropriétaires. Ce registre peut être consulté sur place et sans frais par tous intéressés. Il est signé par le président, les assesseurs et le syndic. Les procès-verbaux doivent être consignés dans le registre au plus tard dans un délai de quinze jours par le syndic ou le copropriétaire désigné, à peine d'exposer sa responsabilité.

Tout copropriétaire peut demander à consulter le registre des procès-verbaux et en prendre copie sans déplacement, au siège de l'association des copropriétaires. Une traduction des statuts ne pourra être demandée que moyennant prise en charge du coût de la traduction par celui qui en fait la demande et versement d'une provision préalablement à celle-ci.

§ 8.- Majorité spéciale - Unanimité.

Sous réserve de majorité plus stricte fixée par les présents statuts, l'assemblée générale décide :

1° à la **majorité des trois/quarts** des voix présentes ou représentées:

- a) de toute modification aux statuts pour autant qu'elle ne concerne que la jouissance, l'usage ou l'administration des parties communes;
- b) de tous travaux affectant les parties communes, à l'exception de ceux qui peuvent être décidés par le syndic;
- c) de la création et de la composition d'un conseil de gérance qui a pour mission d'assister le syndic et de contrôler sa gestion;

2° à la **majorité des quatre/cinquièmes** des voix présentes ou représentées :

- a) de toute autre modification aux statuts, en ce compris la modification de la répartition des charges de copropriété;

- b) de la modification de la destination de l'immeuble ou d'une partie de celui-ci;
- c) de la reconstruction de l'immeuble ou de la remise en état de la partie endommagée en cas de destruction partielle;
- d) de toute acquisition de biens immobiliers destinés à devenir communs;
- e) de tous actes de disposition de biens immobiliers communs.

Il est statué à l'**unanimité** des voix de tous les copropriétaires :

- sur toute modification de la répartition des quotes-parts de copropriété, ainsi que sur toute décision de l'assemblée générale de reconstruction totale de l'immeuble.
- sur la décision de dissoudre l'association des copropriétaires.

§ 9.- Actions en justice.

a) Par un copropriétaire

Tout copropriétaire peut demander au juge d'annuler ou de réformer une décision irrégulière, frauduleuse ou abusive de l'assemblée générale.

Cette action doit être intentée dans un délai de trois mois à compter du jour où l'intéressé a pris connaissance de la décision.

Le copropriétaire régulièrement convoqué est présumé avoir pris connaissance de la décision au moment de son adoption par l'assemblée générale.

Si la majorité requise ne peut être atteinte, tout copropriétaire peut se faire autoriser par le juge à accomplir seul, aux frais de l'association, des travaux urgents et nécessaires affectant les parties communes. Il peut, de même, se faire autoriser à exécuter à ses frais des travaux qui lui sont utiles, même s'ils affectent les parties communes, lorsque l'assemblée générale s'y oppose sans juste motif.

Lorsqu'une minorité des copropriétaires empêche abusivement l'assemblée générale de prendre une décision à la majorité requise par la loi ou par les statuts, tout copropriétaire lésé peut également s'adresser au juge, afin que celui-ci se substitue à l'assemblée générale et prenne à sa place la décision requise.

b) Par un occupant

Toute personne occupant l'immeuble bâti en vertu d'un droit personnel ou réel, mais ne disposant pas du droit de vote à l'assemblée générale, peut demander au juge d'annuler ou de réformer toute disposition du règlement d'ordre intérieur ou toute décision de l'assemblée générale adoptée après la naissance de son droit, si elle lui cause un préjudice propre.

Cette action doit être intentée dans les trois mois de la communication de la décision telle que cette communication découle de l'article 577-10 paragraphe 4.

Le juge peut, avant de dire droit, et sur demande du requé-

rant, ordonner la suspension de la disposition ou de la décision attaquée.

§ 10. Opposabilité - Information.

Toute disposition du règlement d'ordre intérieur et toute décision de l'assemblée générale peuvent être directement opposées par ceux à qui elles sont opposables.

Elles sont également opposables à toute personne titulaire d'un droit réel ou personnel sur l'immeuble en copropriété et à tout titulaire d'une autorisation d'occupation, aux conditions suivantes :

1° en ce qui concerne les dispositions et décisions adoptées avant la concession du droit réel ou personnel, par la communication qui lui est obligatoirement faite par le concédant au moment de la concession du droit, de l'existence du règlement d'ordre intérieur et du registre contenant les décisions de l'assemblée générale ou, à défaut, par la communication qui lui est faite à l'initiative du syndic, par lettre recommandée à la poste; le concédant est responsable, vis-à-vis de l'association des copropriétaires et du concessionnaire du droit réel ou personnel, du dommage né du retard ou de l'absence de communication.

2° en ce qui concerne les dispositions et décisions adoptées postérieurement à la concession du droit personnel ou à la naissance du droit réel, par la communication qui lui en est faite, à l'initiative du syndic, par lettre recommandée à la poste. Cette communication ne doit pas être faite à ceux qui disposent du droit de vote à l'assemblée générale.

Tout titulaire d'un droit réel est tenu d'informer le syndic de la transmission à titre gratuit ou onéreux de son droit réel ou de la concession d'un droit personnel. Cette information devra être faite par pli recommandé adressé au syndic ou contre accusé de réception de celui-ci, dans les huit jours de la signature de l'acte authentique ou de l'acte constatant cette concession.

§ 11.- Présidence - Bureau - Feuille de présence.

L'assemblée désigne annuellement à la majorité absolue des voix, son président et deux assesseurs.

Ils peuvent être réélus.

La présidence de la première assemblée appartiendra au propriétaire du plus grand nombre de voix; en cas d'égalité de voix, au plus âgé d'entre eux.

Le bureau est composé du président assisté des deux assesseurs, et à défaut de ces derniers, du président assisté des deux copropriétaires du plus grand nombre de voix.

Le syndic remplira d'office le rôle de secrétaire.

Il est tenu une feuille de présence qui sera signée, en entrant en séance, par les propriétaires qui assisteront à l'assemblée ou par leur mandataire; cette feuille de présences sera certifiée conforme par les membres du bureau.

II. SYNDIC

§ 1. Nomination.

Est désigné en qualité de syndic, pour une durée de cinq ans, Monsieur Eric SAX dont les bureaux sont établis à Uccle - 1180 Bruxelles, Avenue Winston Churchill, 172 boîte 6.

Le syndic est nommé par l'assemblée générale ou, à défaut, par décision du juge, à la requête de tout copropriétaire. Son mandat ne peut excéder cinq ans. Il est renouvelable.

Si le syndic est une société, l'assemblée générale désignera en outre le ou les personnes physiques habilitées pour agir en qualité de syndic.

§ 2. Révocation - Délégation - Syndic provisoire.

L'assemblée générale peut en tout temps révoquer le syndic.

Elle ne doit pas motiver sa décision. Elle peut également lui adjoindre un syndic provisoire pour une durée ou à des fins déterminées.

Le juge peut également, à la requête d'un copropriétaire, désigner un syndic provisoire pour la durée qu'il détermine, en cas d'empêchement ou de carence du syndic. Il est appelé à la cause.

L'assemblée générale des copropriétaires peut également, chaque fois qu'elle l'estime nécessaire, procéder à la désignation d'un syndic provisoire ainsi qu'au remplacement de ce dernier, par décision motivée, sauf en cas de décision judiciaire. Dans ce cas, le procès-verbal d'assemblée générale précisera la durée et l'étendue de la mission du syndic provisoire et la charge du coût de l'assurance professionnelle du syndic provisoire.

§ 3. Publicité.

Un extrait de l'acte portant désignation ou nomination du syndic est affiché dans les huit jours de celle-ci de manière inaltérable et visible à tout moment à l'entrée de l'immeuble, siège de l'association des copropriétaires.

L'extrait indique, outre la date de la désignation ou de la nomination, les nom, prénoms, profession et domicile du syndic ou, s'il s'agit d'une société, sa forme, sa raison ou dénomination sociale ainsi que son siège. Il doit être complété par toutes autres indications permettant à tout intéressé de communiquer avec lui sans délai et notamment le lieu où, au siège de l'association des copropriétaires, le règlement d'ordre intérieur et le registre des décisions de l'assemblée générale peuvent être consultés.

L'affichage de l'extrait se fait à la diligence du syndic.

§ 4. Responsabilité - Délégation.

Le syndic est seul responsable de sa gestion.

Il ne peut déléguer ses pouvoirs sans l'accord préalable de l'assemblée générale. Cette délégation ne peut intervenir que pour une durée ou à des fins déterminées.

§ 5. Pouvoirs.

Le syndic est chargé :

1° de convoquer l'assemblée générale aux dates fixées par le règlement de copropriété ou à tout moment lorsqu'une décision doit être prise d'urgence dans l'intérêt de la copropriété, ou lorsqu'un ou plusieurs copropriétaires possédant au moins un cinquième des quotes-parts dans les parties communes lui en font la demande,

2° de consigner les décisions de l'assemblée générale dans le registre visé à l'article 577-10, paragraphe 3 et de veiller, sans délai, à la mise à jour du règlement d'ordre intérieur en fonction des modifications décidées par l'assemblée générale;

3° d'exécuter et de faire exécuter ces décisions;

4° d'accomplir tous actes conservatoires et tous actes d'administration provisoire, et notamment :

- l'exécution de tous travaux d'entretien ou autres dans les conditions prévues aux présents statuts; à cet effet, il commande tous les ouvriers et travailleurs dont le concours est nécessaire;

- l'engagement et le licenciement des femmes d'ouvrage et autre personnel ou firme d'entretien;

- la garde des archives intéressant la copropriété;

- le bon entretien et le fonctionnement normal de tous les services communs, entre autres l'exécution sans retard des travaux urgents ou décidés par l'assemblée générale, la surveillance de l'évacuation des ordures ménagères, du nettoyage des trottoirs, halls, escaliers, aires de manoeuvres et autres parties communes;

5° d'administrer les fonds de l'association des copropriétaires et notamment :

- tenir la comptabilité et établir les comptes de chaque propriétaire à lui présenter chaque trimestre et/ou sur demande faite à l'occasion de la transmission de la propriété d'un lot;

- payer les dépenses communes et recouvrer les recettes pour le compte de la copropriété, répartir les charges communes entre les propriétaires ou occupants, sans préjudice, à l'égard de la copropriété, de l'obligation du propriétaire d'être seul tenu au paiement de celles-ci; gérer le fonds de roulement et le fonds de réserve;

- souscrire au nom des propriétaires tous contrats d'assurances relatifs au bien pour leur compte ou, le cas échéant, pour compte de l'association des copropriétaires, suivant les directives de l'assemblée générale et représenter la copropriété à l'égard des assureurs, sans avoir à justifier d'une délibération préalable de l'assemblée générale ou des copropriétaires individuellement.

6° de représenter l'association des copropriétaires en justice, tant en demandant qu'en défendant et dans la gestion des affaires communes; notamment pour exécuter les décisions des assemblées générales, tant pour la gestion journalière que pour l'administration de l'immeuble en général. A cet effet, le syndic représente vis-à-vis de quiconque l'universalité des propriétaires et ce, comme organe de l'association des copropriétaires; il engage donc

valablement tous les propriétaires et/ou occupants, même les absents et ceux qui se sont opposés à une décision de l'assemblée générale régulièrement prise;

7° de fournir le relevé des dettes visées à l'article 577-11, paragraphe 1, dans les quinze jours de la demande qui lui en est faite par le notaire;

8° de communiquer à toute personne occupant l'immeuble en vertu d'un droit personnel ou réel, mais ne disposant pas du droit de vote à l'assemblée générale, la date des assemblées afin de lui permettre de formuler par écrit ses demandes ou observations relatives aux parties communes lesquelles seront à ce titre communiquées à l'assemblée;

9° de représenter l'association des copropriétaires à tous actes authentiques notamment les modifications aux statuts ou toute autre décision de l'assemblée générale. Le syndic devra cependant justifier à l'égard du notaire instrumentant de ces pouvoirs en fournissant l'extrait constatant sa nomination et celui lui octroyant les pouvoirs de signer seul l'acte authentique ainsi que l'extrait de la décision reprenant l'objet de l'acte authentique. Il ne devra pas être justifié de ses pouvoirs et de ce qui précède à l'égard du conservateur des hypothèques. Il en sera notamment ainsi de la modification des quotes-parts de copropriété, de la modification de la répartition des charges communes, de la cession d'une partie commune, de la constitution d'un droit réel sur une partie commune, etcaetera...

10° Dans le cas où il viendrait à constater des manquements graves aux dispositions du règlement de copropriété de la part d'occupants de lots privatifs ou relèverait des attitudes de nature à troubler l'occupation paisible ou à nuire aux autres occupants de l'ensemble immobilier, il en avisera par lettre recommandée le contrevenant en lui enjoignant de prendre toutes dispositions urgentes que la situation emporte et en lui notifiant qu'en cas d'inaction de sa part, le syndic aura le droit de prendre toutes mesures qu'il estimera utiles à la tranquillité et à la bonne gestion, après en avoir référé au conseil de gérance.

Si le contrevenant est un locataire, le syndic, avant de prendre lesdites mesures, devra aviser le propriétaire par lettre recommandée et lui notifier d'avoir à faire le nécessaire dans la quinzaine, à défaut de quoi le syndic pourra agir personnellement;

11° D'instruire les contestations relatives aux parties communes survenant avec des tiers ou entre les propriétaires, faire rapport à l'assemblée générale et, en cas d'urgence, prendre toutes les mesures conservatoires nécessaires.

§ 5. Rémunération.

Le mandat du syndic ou du syndic provisoire est rémunéré. L'assemblée générale fixe sa rémunération lors de sa nomination. Celle-ci constitue une charge commune générale.

§ 6. Démission.

Le syndic peut en tout temps démissionner moyennant un préavis de minimum trois mois, sans que celui-ci puisse sortir ses effets avant l'expiration d'un trimestre civil.

Cette démission doit être notifiée par pli recommandé transmis au conseil de gérance ou à défaut de celui-ci au président de la dernière assemblée générale.

CHAPITRE IV.- REPARTITION DES CHARGES ET RECETTES COMMUNES

Article 20.- Frais communs

I. Composition des charges

Les charges communes qui incombent à tous les copropriétaires en fonction des quotes-parts qu'ils détiennent, sont notamment :

a) les frais d'entretien et de réparation des parties communes utilisées par tous les copropriétaires, ainsi que de l'aire de manoeuvre et de la parcelle enclavée cadastrée section B numéro 140 W 12 pour une contenance de cinq ares dix-huit centiares (5a 18ca) en ce compris des plantations y existantes ;

b) les frais d'administration;

c) les frais de consommation, réparation et entretien des installations communes utilisées par tous les copropriétaires;

d) les primes d'assurances des choses communes et de la responsabilité civile des copropriétaires;

e) l'entretien du "jardin", des voiries ainsi que de tous les aménagements, des accès aux abords et sous-sol;

f) les indemnités dues par la copropriété;

g) les frais de reconstruction de l'immeuble détruit.

Chaque copropriétaire contribuera à ces charges communes générales à concurrence des quotes-parts dont il dispose dans les parties communes. Ces quotes-parts dans les charges communes ne peuvent être modifiées que de l'accord des quatre/cinquièmes des voix des copropriétaires présents ou représentés.

II. Premières charges communes

Les premières charges communes à payer ou à rembourser au syndic sont :

1) les frais de raccordements et le coût du placement et de l'ouverture des compteurs communs pour le gaz, l'eau et l'électricité.

2) le coût des consommations d'eau, de gaz et d'électricité pour l'usage des parties communes.

3) les primes des polices d'assurance contractées par le syndic ou le comparant.

4) Les premiers frais de chauffage des parties communes, s'il y a lieu.

Chaque copropriétaire contribuera à ces charges communes à

concurrence des quotes-parts dont il dispose dans les parties communes.

III. Charges communes de fonctionnement

De même que les charges d'entretien et de réparation des choses communes, les charges nées des besoins communs sont supportées par les copropriétaires en fonction de leurs droits dans les parties communes, sauf indication contraire dans le présent règlement de copropriété.

Telles sont les dépenses de l'eau, du gaz et de l'électricité pour l'entretien des parties communes, le salaire du personnel d'entretien ou les frais de la société d'entretien, les frais d'achat, d'entretien et de remplacement du matériel et mobilier commun, boîtes à ordures, ustensiles et fournitures nécessaires pour le bon entretien de l'immeuble, le salaire du syndic, les fournitures de bureau, la correspondance; les frais d'éclairage des parties communes, la consommation du courant électrique pour les ascenseurs, l'abonnement d'entretien de ceux-ci et les réparations y afférentes, etcaetera..., qui sont réputés charges communes générales à moins qu'ils ne constituent une charge particulière en vertu des statuts.

Article 21.- Consommations individuelles

Les consommations individuelles de gaz, de l'eau et de l'électricité et tous frais relatifs à ces services, sont payées et supportées par chaque propriétaire.

Article 22.- Impôts

A moins que les impôts relatifs à l'immeuble ne soient directement établis par le pouvoir administratif sur chaque propriété privée, ces impôts seront répartis entre les copropriétaires proportionnellement à leurs quotes-parts dans les parties communes de l'immeuble.

Article 23.- Responsabilité civile

La responsabilité du fait de l'immeuble (article 1386 du Code Civil) et, de façon générale, toutes les charges de l'immeuble, se répartissent suivant les quotes-parts de copropriété afférentes à chaque lot pour autant, bien entendu, qu'il s'agisse de choses communes et sans préjudice au recours que les copropriétaires pourraient avoir contre ceux dont la responsabilité personnelle serait engagée, tiers ou copropriétaires.

Article 24.- Augmentation des charges du fait d'un copropriétaire

Dans le cas où un copropriétaire ou son locataire ou occupant augmenterait les charges communes par son fait personnel, il devrait supporter seul cette augmentation.

Article 25.- Recettes au profit des parties communes

Dans le cas où des recettes communes seraient effectuées à raison des parties communes, elles seront acquises à l'association des copropriétaires qui décidera de leur affectation.

Article 26.- Modification de la répartition des charges.

L'assemblée générale statuant à la majorité des quatre/cinquièmes des voix peut décider de modifier la répartition des charges communes générales.

Tout copropriétaire peut également demander au juge de modifier le mode de répartition des charges si celui-ci lui cause un préjudice propre, ainsi que le calcul de celle-ci s'il est inexact ou s'il est devenu inexact par suite de modifications apportées à l'immeuble.

Si la nouvelle répartition a des effets antérieurs à la date de la décision de l'assemblée générale ou du jugement coulé en force de chose jugée, le syndic devra établir, dans le mois de celle-ci, un nouveau décompte pour la prochaine assemblée, sans que ce décompte doive comprendre une période excédant cinq ans.

Ce décompte devra être approuvé par l'assemblée générale convoquée par les soins du syndic dans les deux mois de ladite décision.

Ce décompte reprendra les sommes à rembourser à chaque copropriétaire dont les quotes-parts dans les charges ont été revues à la baisse, et celles à payer par chaque copropriétaire dont les quotes-parts dans les charges ont été revues à la hausse.

Ces paiements devront s'effectuer sans intérêts dans les deux mois qui suivent l'assemblée générale ayant approuvé ce décompte.

La créance ou la dette dont question ci-avant est réputée prescrite pour la période excédant cinq ans avant la décision de l'assemblée générale ou du jugement coulé en force de chose jugée prononçant la modification de la répartition des charges communes.

En cas de cession d'un lot, la créance ou la dette dont question ci-avant profitera ou sera supportée par le cédant et le cessionnaire prorata temporis. La date à prendre en considération sera celle du jour où la cession a eu date certaine (article 1328 Code civil).

Article 27.- Cession d'un lot.

§ 1. En cas de transmission de la propriété d'un lot, le notaire instrumentant est tenu de requérir, par lettre recommandée, du syndic de l'association des copropriétaires, l'état :

1° du coût des dépenses non voluptuaires de conservation, d'entretien, de réparation et de réfection décidées par l'assemblée générale ou le syndic avant la date de la transmission, mais dont le paiement ne devient exigible que postérieurement à cette date;
2° des frais liés à l'acquisition de parties communes, décidée par l'assemblée générale avant la date de la transmission mais dont le paiement ne devient exigible que postérieurement à cette date;
3° des dettes certaines dues par l'association des copropriétaires à la suite de litiges nés antérieurement à la date de la transmission, mais dont le paiement ne devient exigible que postérieurement à cette date.

Le notaire en informe les parties.

A défaut de réponse du syndic dans les quinze jours de la demande, le notaire avise les parties de la carence de celui-ci.

Sans préjudice de conventions contraires en ce qui concerne la contribution à la dette, le nouveau copropriétaire supporte le montant de ces dettes ainsi que les charges ordinaires concernant la période postérieure à la date de la transmission.

En cas de transmission de la propriété d'un lot :

1° le copropriétaire sortant est créancier de l'association des copropriétaires pour la partie de sa quote-part dans le fonds de roulement correspondant à la période durant laquelle il n'a pas joui effectivement des parties communes; le décompte est établi par le syndic;

2° sa quote-part dans le fonds de réserve demeure la propriété de l'association.

On entend par "**fonds de roulement**", la somme des avances faites par les copropriétaires, à titre de provision, pour couvrir les dépenses périodiques telles que les frais de chauffage et d'éclairage des parties communes, les frais de gérance et de conciergerie.

On entend par "**fonds de réserve**", la somme des apports de fonds périodiques destinés à faire face à des dépenses non périodiques, telles que celles occasionnées par le renouvellement du système de chauffage, la réparation ou le renouvellement d'un ascenseur ou la pose d'une nouvelle chape de toiture.

Les créances nées après la date de la transmission suite à une procédure entamée avant cette date, appartiennent à l'association des copropriétaires. L'assemblée générale des copropriétaires décidera souverainement de son affectation.

Les appels de fonds destinés au fonds de réserve et décidés par l'assemblée générale avant la date de la transmission resteront à charge du vendeur, sans préjudice de conventions contraires dans l'acte de cession, en ce qui concerne la contribution à la dette.

Pour l'application du présent article :

- la date de la transmission est celle où la cession a acquis une date certaine conformément à l'article 1328 du Code civil, sans préjudice au droit de l'association des copropriétaires, représentée par le syndic, d'invoquer la date du transfert de la propriété si celle-ci ne coïncide pas avec la date certaine de la transmission. Le syndic devra en aviser le notaire instrumentant par pli recommandé dans les quinze jours francs de l'envoi de l'état dont question à l'article 577-11 paragraphe premier du Code civil. Ce délai est prescrit à peine de forclusion.

- le paiement est réputé exigible à compter du jour ouvrable qui suit l'envoi du décompte par le syndic.

Toutefois, pour les charges périodiques clôturées annuellement, le décompte sera établi forfaitairement entre les parties sur base de l'exercice précédent.

CHAPITRE V.- TRAVAUX ET REPARATIONS

Article 28.- Généralités

Les réparations et travaux aux choses communes sont supportées par les copropriétaires, suivant la quotité de chacun dans les parties communes, sauf dans les cas où les statuts en décident autrement.

Article 29.- Genre de réparations et travaux

Les réparations et travaux sont répartis en deux catégories:

- réparations urgentes;
- réparations non urgentes.

Article 30.- Réparations urgentes

Le syndic dispose des pleins pouvoirs pour exécuter les travaux ayant un caractère absolument urgent, sans devoir en demander l'autorisation à l'assemblée, et les copropriétaires ne peuvent jamais y mettre obstacle.

Sont assimilés à des réparations urgentes tous les travaux nécessaires à l'entretien normal et à la conservation du bien, tels que ceux-ci sont fixés dans le "Guide Pratique pour l'Entretien des Bâtiments" (C.S.T.C.), la dernière édition devant être prise en considération.

Article 31.- Réparations ou travaux non urgents

Ces travaux doivent être demandés par le syndic ou par des copropriétaires possédant ensemble au moins un quart des quotités et ils seront soumis à l'assemblée générale qui suit.

Ils ne pourront être décidés que par une majorité des trois/quarts des voix des copropriétaires présents ou représentés et seront alors obligatoires pour tous.

Article 32.- Servitudes relatives aux travaux

Si le syndic le juge nécessaire, les copropriétaires doivent donner accès, par leurs locaux privés (occupés ou non), pour tous contrôles, réparations, entretien et nettoyage des parties communes; il en sera de même pour les contrôles éventuels des canalisations privées, si leur examen est jugé nécessaire par le syndic.

Ils doivent, de même, donner accès à leurs locaux, sans indemnité, aux architectes, entrepreneurs, etcaetera, exécutant des réparations et travaux nécessaires aux choses communes ou aux parties privées appartenant à d'autres copropriétaires, étant entendu que les travaux doivent être exécutés avec toute la célérité désirable.

A moins qu'il ne s'agisse de réparations urgentes, cet accès ne pourra être demandé du premier juillet au trente et un août.

Si les propriétaires ou les occupants s'absentent, ils doivent obligatoirement remettre une clef de leur local privatif à un mandataire habitant l'immeuble ou dans un rayon de cinq cents mètres, dont le nom et l'adresse devront être connus du syndic, de manière à pouvoir accéder aux locaux privatifs, si la chose est

nécessaire.

Tout contrevenant à cette disposition supporterait exclusivement les frais supplémentaires résultant de l'omission.

Les copropriétaires devront supporter sans indemnité les inconvénients résultant des réparations aux choses communes, qui seront décidées d'après les règles ci-dessus, quelle qu'en soit la durée.

De même, pendant toute la durée des travaux de la construction de l'immeuble, les copropriétaires devront également supporter, sans pouvoir prétendre à aucune indemnité, les inconvénients d'une interruption momentanée dans les services communs au cours des travaux de parachèvement aux parties communes ou autres parties privatives de l'immeuble.

Les hommes de métier pourront donc avoir accès dans les parties où devront s'effectuer les dits travaux et les matériaux à mettre en oeuvre pourront donc, pendant toute cette période, être véhiculés dans les parties communes de l'immeuble.

Si un copropriétaire fait effectuer ultérieurement des travaux d'une certaine importance, le syndic pourra exiger le placement d'un monte-charge extérieur, avec accès des ouvriers par échelle et tour.

Les emplacements pour l'entreposage des matériaux ou autres seront nettement délimités par lui.

Le propriétaire responsable des travaux sera tenu de remettre en état parfait le dit emplacement et ses abords; en cas de carence, fixée dès à présent à huit jours maximum, le syndic aura le droit de faire procéder d'office et aux frais du copropriétaire concerné, aux travaux nécessaires, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure.

Les frais seront supportés par le propriétaire intéressé.

CHAPITRE VI.- DE LA RESPONSABILITE EN GENERAL - ASSURANCES - RECONSTRUCTION

Article 33.- De la responsabilité en général

Les responsabilités pouvant naître du chef des parties des immeubles, tant communes que privatives, à l'exclusion cependant de tous dommages résultant du fait de l'occupant, seront supportées par tous les copropriétaires au prorata du nombre de quotités de chacun, que le recours soit exercé par l'un des copropriétaires, par des voisins ou par des tiers quelconques.

Ces risques seront couverts par des assurances souscrites par l'intermédiaire du syndic, dans la mesure et pour les montants déterminés par l'assemblée générale, sans préjudice au montant supplémentaire dont tout copropriétaire peut réclamer l'assurance sur sa partie privative, le tout sous réserve des dispositions générales énoncées ci-avant.

Le syndic devra faire, à cet effet, toutes diligences nécessaires; il acquittera les primes comme charges communes,

remboursables par les copropriétaires, dans la proportion des coefficients de copropriété (sauf pour ce qui est des primes afférentes au montant supplémentaire sur parties privatives, ces dernières étant dues au comptant par le propriétaire et/ou ses ayants droit, seuls bénéficiaires de l'assurance supplémentaire).

Dans cet ordre d'idées, les premières assurances seront contractées par le premier syndic ou le promoteur, au mieux des intérêts des copropriétaires; ceux-ci lui rembourseront les primes payées par lui au prorata des parts de chacun.

Les copropriétaires seront tenus de prêter leur concours, quand il leur sera demandé, pour la conclusion de ces assurances et de signer les actes nécessaires, à défaut de quoi le syndic pourra, de plein droit et sans devoir notifier aucune autre mise en demeure que celle qui se trouve conventionnellement prévue ici même, les signer valablement à leur place.

Article 34.- De la renonciation réciproque au recours en matière de communication d'incendie

En vue de diminuer les possibilités de contestations, ainsi que de réduire les charges réciproques d'assurances, les copropriétaires sont censés renoncer formellement entre eux et contre le personnel de chacun d'eux, ainsi que contre le syndic, éventuellement le conseil de gérance, les locataires et tous autres occupants de l'immeuble et les membres de leur personnel, à leur droit éventuel d'exercice d'un recours pour communication d'incendie né dans une partie quelconque de l'immeuble ou dans les biens qui s'y trouvent, hormis bien entendu, le cas de malveillance ou de faute grave assimilée au dol.

Il en est de même des autres garanties de la police incendie et des polices souscrites par le syndic, notamment des dégâts des eaux et des bris de vitrages.

Les copropriétaires s'engagent à faire accepter ladite renonciation par leurs locataires ou les occupants à quelque titre que ce soit sous peine d'être personnellement responsable de l'omission.

A cet égard, les copropriétaires s'engagent à insérer dans toutes conventions relatives à l'occupation des biens, une clause s'inspirant des dispositions essentielles du texte suivant :

"Le locataire devra faire assurer les objets mobiliers et "les aménagements qu'il aura effectués dans les locaux qui lui "sont donnés en location contre les risques d'incendie, les "dégâts des eaux, d'explosion et le recours que les voisins "pourraient exercer contre lui pour dommages matériels causés à "leurs biens.

" Ces assurances devront être contractées auprès de la même compagnie que celle assurant les bâtiments.

" Le locataire devra justifier au bailleur tant de l'exis"tence de ces assurances que du paiement des primes annuelles "sur toute réquisition de la part de ce dernier.

" Les frais de redevances annuelles de ces assurances seront "exclusivement à charge du locataire.

" Le locataire renonce dès à présent, tant pour son compte "que pour celui de ses ayants droit, et notamment ses sous-"locataires et/ou occupants éventuels et son personnel, à tous "recours qu'il pourrait exercer contre son bailleur, les autres "copropriétaires et leur personnel, ainsi que contre le syndic, "les locataires et tous autres occupants de l'immeuble et les "membres de leur personnel, et notamment du chef des articles "1386, 1719-3° et 1721 du Code Civil, pour tous dommages qui "seraient provoqués à ses propres biens et/ou à ceux d'autrui et "qui se trouveraient dans les locaux qu'il occupe.

" Le locataire informera sa ou ses compagnies d'assurances de "cette renonciation en lui enjoignant d'en donner expressément "acte au bailleur."

Article 35.- Assurance

L'immeuble sera couvert contre les risques d'incendie, chute de la foudre, explosions, chute d'avion, dégâts d'ordre électrique, tempête et risques connexes par une ou plusieurs polices comportant les garanties suivantes :

- a) le bâtiment pour sa valeur de reconstruction.
- b) le recours des voisins.
- c) le chômage immobilier.
- d) les frais de déblai et de démolition.
- e) les frais de pompiers, d'extinction, de sauvetage et de conservation.

Ces périls et garanties seront couverts par les soins du syndic, agissant pour compte de tous les copropriétaires dans la mesure et pour le montant déterminé par l'assemblée générale, tant pour les parties privatives que pour les parties communes par un seul et même contrat, avec renonciation par les assureurs à tous recours contre les copropriétaires et leur personnel, ainsi que contre le syndic, éventuellement le conseil de gérance, les locataires et tous autres occupants de l'immeuble et les membres de leur personnel, à quelque titre que ce soit, hormis bien entendu les cas de malveillance ou celui d'une faute grave assimilée au dol.

Dans ce cas cependant, la déchéance éventuelle ne pourrait être appliquée qu'à la personne en cause et les assureurs conserveront le droit de recours contre l'auteur responsable du sinistre.

Article 36.- A. De la responsabilité civile tiers (Immeuble-Jardin-Ascenseurs)

B. Bris de glace et dégâts des eaux

C. Personnel

A. Le syndic souscrira également pour le compte des copropriétaires, dans la mesure et pour le montant déterminé par l'assemblée générale, une police d'assurance résiliable annuellement et

couvrant la responsabilité des copropriétaires et de leur personnel pour les accidents causés aux copropriétaires, aux occupants de l'immeuble ou de passage et aux tiers quels qu'ils soient, en raison :

- soit du mauvais état ou du mauvais entretien de l'immeuble.
- soit de l'usage des ascenseurs.
- soit pour toutes autres causes imprévues dont la responsabilité pourrait être mise à la charge de l'ensemble des copropriétaires (chute de matériaux, de cheminées, etcetera...) ou de l'un d'eux.

B. Dans le cadre des dispositions de l'article 33 ci-avant, le syndic souscrira de même une police "bris de glaces" pour les parties communes plus particulièrement exposées, ainsi qu'une police "dégâts des eaux", pour couvrir les dégradations de l'immeuble, consécutivement à des fuites accidentelles, ruptures, engorgements des conduites, de chenaux, des gouttières et de tout appareil à eau de l'immeuble, ainsi que les dégâts pour infiltrations d'eau de pluie au travers des toitures, plate-forme et façades, mais suivant les possibilités du marché des assurances.

Ces contrats seront également résiliables annuellement.

C. Le personnel d'entretien sera assuré par le syndic conformément à la loi.

Article 37.- Obligations des copropriétaires en matière d'assurances

Les décisions relatives aux montants des capitaux à assurer, à l'un ou à l'autre titre que ce soit, ainsi qu'aux clauses et conditions des polices à souscrire, seront ratifiées par l'assemblée générale des copropriétaires statuant à la majorité absolue des voix, sauf les premières assurances dont question ci-avant qui seront obligatoirement ratifiées d'office.

En tout état de cause, le bâtiment devra être couvert contre les risques d'incendie, explosions et risques connexes pour sa valeur à neuf de reconstruction, laquelle sera indexée.

Chacun des copropriétaires a droit à un exemplaire des polices d'assurances.

Si une surprime est due du chef de la profession exercée par un des copropriétaires ou du chef du personnel qu'il emploie ou de son locataire, ou d'un occupant de son lot privatif, ou plus généralement pour toute raison personnelle à un des copropriétaires, cette surprime sera à la charge exclusive de ce dernier.

Article 38.- Cas de sinistre

En cas de sinistre, les indemnités allouées en vertu de la police seront encaissées par le syndic et déposées en banque, mais en tout cas en un compte spécial.

A cet effet, il appartiendra au syndic d'exiger des divers copropriétaires avant le paiement ou l'utilisation aux fins de la reconstruction, des indemnités leur revenant respectivement, la

production, aux frais de chacun d'eux, d'un certificat de transcription et d'inscription hypothécaire à l'effet de pouvoir tenir compte des droits des créanciers privilégiés et hypothécaires.

Le cas échéant, il lui appartiendra de faire intervenir les dits créanciers lors du règlement des susdites indemnités.

Article 39.- De l'utilisation des indemnités

L'utilisation de ces indemnités sera réglée comme suit :

A. Si le sinistre est partiel, à concurrence de moins de cinquante pour cent de la valeur de reconstruction du bâtiment, le syndic emploiera l'indemnité par lui encaissée à la remise en état des lieux sinistrés.

Si l'indemnité est insuffisante pour faire face à la remise en état, le supplément sera recouvré par le syndic à charge de tous les copropriétaires qui s'obligent à l'acquitter dans les trois mois de la réclamation leur présentée par le syndic.

A défaut de paiement dans ce délai, les intérêts au taux d'escompte pratiqué par la Banque Nationale de Belgique majoré de trois pour cent courront de plein droit et sans mise en demeure sur ce qui sera dû, sauf le recours de ceux-ci contre celui qui aurait, du chef de la reconstruction, une plus-value de son bien à concurrence de cette plus-value.

Toute somme à encaisser sera versée par le syndic au compte spécial ci-dessus.

Si l'indemnité est supérieure aux dépenses de remise en état, l'excédent est acquis aux copropriétaires en proportion de leurs parts dans les parties communes.

B. Si le sinistre est total, ou partiel à concurrence de plus de cinquante pour cent de la valeur de reconstruction du bâtiment, l'indemnité devra être employée à la reconstruction, à moins qu'une assemblée générale des copropriétaires, n'en décide autrement, à la majorité des quatre/cinquièmes des voix en cas de reconstruction partielle et à l'unanimité des voix de tous les copropriétaires en cas de reconstruction totale.

En cas d'insuffisance de l'indemnité pour l'acquit des travaux de reconstruction, le supplément sera à la charge des copropriétaires dans la proportion des droits de copropriété de chacun et sera exigible dans les trois mois de l'assemblée qui aura déterminé ce supplément, les intérêts au taux d'escompte pratiqué par la Banque Nationale de Belgique majoré de trois pour cent courant de plein droit et sans mise en demeure à défaut de réception, dans ce délai, sur ce qui sera dû.

Toute somme à encaisser sera versée par le syndic au compte spécial visé ci-dessus.

L'ordre de commencer les travaux ne pourra être donné par le syndic que pour autant que l'assemblée générale des copropriétaires en ait décidé ainsi à la majorité des quatre/cinquièmes des voix.

Toutefois, au cas où l'assemblée générale déciderait la

reconstruction partielle de l'immeuble, les copropriétaires qui n'auraient pas pris part au vote ou qui auraient voté contre la décision de reconstruire, seront tenus par priorité, à prix et conditions égaux, de céder tous leurs droits et leurs indemnités dans l'immeuble aux autres copropriétaires, ou si tous ne désirent pas acquérir, à ceux des copropriétaires qui en feraient la demande.

Cette demande devra être formulée par lettre recommandée à adresser aux copropriétaires dissidents, dans un délai d'un mois à compter du jour où la décision de reconstruire partiellement l'immeuble aura été prise par l'assemblée.

Une copie de cette lettre recommandée sera envoyée au syndic pour information.

A la réception de la susdite lettre recommandée, les copropriétaires qui n'auraient pas pris part au vote ou qui auraient voté contre la décision de reconstruire partiellement l'immeuble, auront cependant encore la faculté de se rallier à cette décision, par lettre recommandée envoyée dans les quarante-huit heures au syndic.

Quant aux copropriétaires qui persisteraient dans leur intention de ne pas reconstruire partiellement l'immeuble, il leur serait retenu, du prix de cession, une somme équivalente à leur part proportionnelle dans le découvert résultant de l'insuffisance d'assurance.

Les copropriétaires récalcitrants auront un délai de deux mois à compter de la date de l'assemblée générale ayant décidé la reconstruction partielle de l'immeuble pour céder leurs droits et leurs indemnités dans l'immeuble.

A défaut de respecter ce délai, ils seront tenus de participer à la reconstruction partielle de l'immeuble comme s'ils avaient voté cette dernière.

Le prix de cession, à défaut d'accord entre les parties, sera déterminé par deux experts nommés par le président du tribunal de première instance de la situation de l'immeuble, sur simple ordonnance à la requête de la partie la plus diligente et avec faculté pour les experts de s'adjoindre un troisième expert pour les départager; en cas de désaccord sur le choix du tiers expert, il sera commis de la même façon.

Le prix sera payé au comptant.

La destruction même totale de l'immeuble n'entraîne pas à elle seule la dissolution de l'association des copropriétaires. Si l'immeuble n'est pas reconstruit, l'indivision prendra fin et les choses communes seront partagées ou licitées.

L'indemnité d'assurance, ainsi que le produit de la licitation éventuelle seront partagés entre les copropriétaires, dans la proportion de leurs droits respectifs, établis par leurs quotités dans les parties communes, sans préjudice toutefois aux droits des

créanciers hypothécaires.

Article 40.- Des assurances particulières

A. Si des embellissements ont été effectués par des copropriétaires à leur propriété, il leur appartient de les assurer à leurs frais; ils pourront néanmoins les assurer sur la police générale, mais à charge de supporter la surprime et sans que les autres copropriétaires aient à intervenir dans les frais de reconstruction éventuels.

B. Les copropriétaires qui estimerait que l'assurance est faite pour un montant insuffisant, auront toujours la faculté de prendre, pour leur compte personnel, une assurance complémentaire à la même compagnie, à condition de supporter toutes les charges et primes.

Dans les deux cas, les copropriétaires intéressés auront seuls droit à l'excédent d'indemnité qui pourra être allouée par suite de cette assurance complémentaire et ils en disposeront librement.

Article 41.- Destruction de l'immeuble vétuste. Fin de l'indivision

Dans le cas d'une destruction totale ou partielle de l'immeuble, pour toute cause étrangère à un sinistre couvert par une assurance, ou encore dans l'hypothèse où l'immeuble aurait perdu, pour vétusté notamment, une partie importante de sa valeur d'utilisation et qu'en raison des conceptions de l'époque en matière d'architecture et de construction, la seule solution conforme à l'intérêt des copropriétaires soit ou la démolition et la reconstruction de l'immeuble, ou sa vente, il appartiendra à l'assemblée générale des copropriétaires de décider de cette reconstruction ou de la dissolution de l'association des copropriétaires et éventuellement de la vente pure et simple de l'immeuble en bloc.

Une décision d'une telle importance ne pourra cependant être portée à l'ordre du jour d'une assemblée générale extraordinaire que si elle est proposée par des copropriétaires possédant ensemble au moins la moitié des voix.

En outre, la décision de démolir et de reconstruire l'immeuble ou encore celle de la vente sur licitation de l'ensemble du bien, ne pourra être prise qu'à la majorité des quatre/cinquièmes des voix présentes ou représentées en cas de reconstruction partielle et à l'unanimité des voix des copropriétaires en cas de reconstruction totale ou de dissolution de l'association des copropriétaires.

Dans l'un comme dans l'autre cas, ou encore dans l'hypothèse d'une destruction totale ou partielle de l'immeuble pour toute cause étrangère à un sinistre couvert par une assurance, les dispositions de procédure prescrites ci-avant, dans le cas du "sinistre total" seront également applicables, tant sur le chapitre de la cession des parts des copropriétaires qui auraient voté contre la reconstruction, que sur celui de la nomination des experts ou sur celui de la ventilation des parts, en cas de vente.

TITRE III.- REGLEMENT D'ORDRE INTERIEUR

Le texte qui va suivre remplace intégralement le texte du "Règlement d'Ordre Intérieur" inséré dans l'acte de base du vingt-cinq juillet mil neuf cent soixante et un.

Article 42.- Portée - Modifications

Il est arrêté, entre tous les copropriétaires, un règlement d'ordre intérieur obligatoire pour eux et leurs ayants droit.

Il pourra être modifié par l'assemblée générale à la majorité des trois/quarts des voix présentes ou représentées.

Les modifications devront figurer à leur date dans le registre des procès-verbaux des assemblées.

Ce règlement d'ordre intérieur sera opposable selon les modalités énoncées à l'article 19 paragraphe 10.

Toute disposition du règlement d'ordre intérieur peut être directement opposée par ceux à qui elles sont opposables.

SECTION I.- CONSEIL DE GERANCE - SYNDIC

Article 43.- Conseil de gérance

Le conseil de gérance est composé d'un président et de trois assesseurs.

Tout membre du conseil de gérance empêché ou absent, peut donner, par écrit, par télégramme ou par télex, à un mandataire de son choix, délégation pour le représenter aux réunions du conseil et y voter en son lieu et place.

Ces mandataires agiront en lieu et place de leur mandant et sous la seule responsabilité de ce dernier, à l'égard des autres copropriétaires.

Le syndic de l'immeuble pourra assister aux réunions du conseil de gérance, avec voix consultative.

Le conseil de gérance surveille la gestion du syndic, et notamment le caractère urgent ou indispensable des travaux visés à l'article 30 des statuts et leur exécution, il examine ses comptes et fait rapport à l'assemblée.

Le conseil de gérance délibérera valablement si trois au moins de ses membres sont présents.

Les décisions seront prises à la majorité absolue des voix des membres présents ou représentés.

En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Les membres du conseil de gérance sont nommés pour un terme de trois ans, renouvelable.

Il pourra être dressé, selon les nécessités, procès-verbal des décisions prises, procès-verbal qui sera signé par les membres qui étaient présents à la réunion.

Article 44.- Nomination du syndic

Le syndic est élu par l'assemblée générale qui fixera les conditions de sa nomination et éventuellement de sa révocation,

sans préjudice à sa désignation dans les présents statuts.

Elle pourra choisir le syndic parmi les copropriétaires ou en dehors d'eux.

Si le syndic est un des copropriétaires et s'il n'est pas appointé, il pourra s'adjoindre un secrétaire pour la tenue des écritures.

Les émoluments du secrétaire seront fixés par l'assemblée.

Si le syndic est absent ou défaillant, le président du conseil de gérance remplit ses fonctions; si le président est lui-même absent ou défaillant, ces fonctions seront exercées par un membre du conseil de gérance, jusqu'au moment où un nouveau syndic sera nommé ou que le syndic aura repris ses fonctions sans préjudice au droit de désigner un syndic provisoire.

Le président a les pouvoirs du syndic provisoire sauf décision contraire de l'assemblée générale statuant à la majorité absolue des voix.

Article 45.- Attribution du syndic

Le syndic a la charge de la gestion journalière de l'immeuble et partant de sa surveillance générale.

C'est ainsi qu'il veillera au bon fonctionnement de tout appareillage commun.

Il s'occupera des achats nécessaires et veillera à ce que la gestion soit faite d'une manière économique.

Il sera souscrit, s'il échet, par les soins du syndic, un contrat d'entretien des ascenseurs, avec inspection du bon fonctionnement des appareils de levage.

Il sera souscrit de même, un contrat d'entretien de toute autre installation qui requerrait un entretien régulier par des spécialistes, notamment du "jardin" commun.

Le syndic engage, dirige et licencie les éventuels salariés de la copropriété, leur donne les ordres nécessaires et fait exécuter, à son initiative, les réparations urgentes.

Il assurera le fonctionnement de tous les services généraux (éclairage - chauffage - gaz - ascenseurs - distribution d'eau - enlèvement des immondices - nettoyage des couloirs et autres parties communes).

Tous travaux d'entretien ou de réparation s'effectueront sous la surveillance du syndic ou, le cas échéant, d'un délégué technique désigné par ce dernier.

Le syndic a aussi mission de répartir entre les copropriétaires le montant des dépenses communes, de centraliser les fonds et de les verser à qui de droit.

Le tout sous le contrôle et la surveillance du conseil de gérance.

Article 46.- Mandat du syndic

L'association des copropriétaires délègue ses pouvoirs au syndic qui la représente et est chargé d'exécuter et de faire exécuter

ses décisions, tant pour la gestion journalière que pour l'administration de l'immeuble.

Il engage l'association des copropriétaires pour toutes les questions courantes relevant des parties communes, vis-à-vis des sociétés distributrices d'eau, de gaz et d'électricité, les fournisseurs les plus divers, administrations, etcaetera...

Le syndic instruit les contestations relatives aux parties communes vis-à-vis des tiers et des administrations publiques.

Article 47.- Comptabilité

A. Provision pour charges communes

Pour faire face aux dépenses courantes de la copropriété, chaque propriétaire d'un lot privatif paiera une provision équivalente à une estimation des dépenses couvrant une période de douze mois en fonction du nombre de quotités qu'il possède dans les parties communes de l'immeuble, les différents éléments privatifs et, le tout, sous réserve du droit pour le syndic, d'adapter la provision permanente en fonction de l'évolution des coûts et afin de réaliser, en tout état de cause, la couverture de la susdite période de douze mois.

Le syndic se chargera de réclamer cette provision permanente à chaque propriétaire d'éléments privatifs de manière à constituer un fonds de roulement pour la gestion de l'immeuble.

Le montant initial de cette provision sera fixé par le syndic sur base des évaluations et exigible au plus tard le jour de la réception provisoire préalablement à la prise de possession de chaque élément privatif.

Toutefois, il est loisible au comparant de réclamer le premier acompte pour charges communes à l'acquéreur de tout lot privatif lors de la signature de son acte authentique d'acquisition.

En cas de dépenses exceptionnelles, notamment pour l'exécution de travaux importants, le syndic pourra faire appel à une provision supplémentaire dont il fixera lui-même le montant.

L'assemblée générale pourra ensuite décider de dispositions particulières à prendre en vertu de la gestion de ce fonds de réserve.

B. Paiement des charges communes

Tous les copropriétaires devront effectuer le paiement au syndic dans les trente jours de la date d'invitation à payer les acomptes et/ou les décomptes des charges communes. Le copropriétaire resté en défaut de paiement après le délai de trente jours encourra de plein droit et sans mise en demeure une indemnité de vingt-cinq francs par jour de retard à dater de l'expiration dudit terme, sans préjudice à l'exigibilité de tous autres dommages et intérêts.

Cette indemnité de retard sera portée de plein droit à cinquante francs par jour à compter du dixième jour suivant la date de dépôt à la poste par le syndic d'une lettre recommandée récla-

mant le paiement de la provision et servant de mise en demeure jusqu'à y compris le jour du complet paiement. Les indemnités versées seront réunies et feront partie du fonds de réserve pour la gestion de l'immeuble.

Les copropriétaires restant en défaut de payer, malgré la mise en demeure du syndic assortie des indemnités mentionnées ci-dessus, pourront être poursuivis judiciairement par le syndic, conformément à l'article 577-8 paragraphe 4, 6° du Code civil.

Le syndic pourra en outre réclamer une somme complémentaire de trois cents francs au premier rappel, de cinq cents francs au deuxième rappel, de mille francs à la mise en demeure, ainsi qu'une somme forfaitaire de trois mille francs de frais de dossier de la copropriété pour tout litige qui serait transmis à l'avocat. A ce sujet, il est loisible au syndic de souscrire une assurance protection juridique pour s'assurer contre les litiges qui pourraient survenir entre l'association des copropriétaires et un de ceux-ci.

Le règlement des charges communes ne peut en aucun cas se faire au moyen de la provision pour charges communes, laquelle doit rester intacte. Son montant est sujet à réajustement selon l'évolution des coûts et afin de réaliser en tout état de cause, la couverture de douze mois de charges.

Toutes les indemnités et pénalités ci-dessus prévues sont reliées à l'indice officiel des prix à la consommation du Royaume, l'indice de référence étant celui du mois d'octobre mil neuf cent nonante-cinq, soit cent vingt points quarante-deux (120.42) (base mil neuf cent quatre-vingt-huit).

En cas de mise en oeuvre de ces sanctions, l'adaptation se fera à la date d'application de celle(s)-ci sur base de la formule:

$$\frac{\text{indemnité de base fois index nouveau}}{\text{index de départ.}}$$

L'indice nouveau sera celui du mois précédent celui où la sanction doit être appliquée.

C. Recouvrement des charges communes

Le syndic est tenu de prendre toutes mesures pour la sauvegarde des créances de la collectivité des copropriétaires.

A cette fin, le syndic est autorisé pour le recouvrement des charges communes :

- a) à arrêter le chauffage dans le bien du défaillant;
- b) à assigner les copropriétaires défaillants au paiement des sommes dues.

Il fera exécuter les décisions obtenues par toutes voies d'exécution, y compris la saisie de tous biens meubles et immeubles du défaillant.

A cette occasion, il ne doit justifier d'aucune autorisation spéciale à l'égard des tribunaux et des tiers.

- c) à toucher lui-même à due concurrence ou à faire toucher par

un organisme bancaire désigné par lui les loyers et charges revenant au copropriétaire défaillant, délégation des loyers contractuelle et irrévocable étant donnée au syndic par chacun des copropriétaires, pour le cas où ils seraient défaillants envers la copropriété.

Le locataire ou occupant, en application des présentes dispositions, ne pourra s'opposer à ces paiements et sera valablement libéré à l'égard de son bailleur des sommes pour lesquelles le syndic lui a donné quittance.

d) à réclamer aux copropriétaires, à titre de provision en proportion de leurs quotités dans l'immeuble, la quote-part du défaillant dans les charges communes.

Tous et chacun des copropriétaires sont réputés expressément se rallier en ce qui les concerne individuellement à cette procédure et marquer d'ores et déjà leur complet accord sur la délégation de pouvoirs que comporte, à leur égard et à celui de leurs locataires, la mise en application éventuelle des susdites dispositions.

D. Comptes annuels du syndic

Le syndic présente annuellement ses comptes généraux à l'assemblée générale, les soumet à son approbation et en reçoit décharge s'il échet.

Ce compte annuel du syndic à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale, sera clôturé en fin d'année comptable, dont la date sera fixée par décision prise en assemblée générale.

Le syndic déterminera la quote-part de chaque copropriétaire dans ce compte annuel, en faisant état des provisions versées par chacun d'eux.

Les copropriétaires signaleront immédiatement au Président du conseil de gérance et au syndic les erreurs qu'ils pourraient constater dans les comptes.

L'assemblée des copropriétaires pourra décider, à la majorité absolue des voix, de toutes modifications au système de comptabilisation défini ci-avant.

SECTION II. ASPECTS EXTERIEURS

Article 48.- Nettoyage

Le service de nettoyage des parties communes sera assuré par les soins du syndic, conformément aux pouvoirs et obligations qui lui sont dévolus ci-avant.

Le personnel d'entretien est en principe chargé du nettoyage des parties communes (hall d'entrée, couloirs, etcaetera).

En cas d'absence ou de défaillance de ce dernier, le syndic prendra toute initiative, éventuellement en accord avec le conseil de gérance, pour pourvoir au remplacement et ainsi assurer un parfait état de propreté des parties communes en général et notamment : les trottoirs, les accès, les hall du rez-de-chaussée, les cages d'escaliers, l'aire de manoeuvre vers les garages et

parking, les couloirs des caves, les locaux à poubelles; assurer l'évacuation des ordures ménagères.

Article 49.- Jardins(s'il en existe)

Pour les travaux relatifs à l'état d'entretien et de parfaite conservation, et notamment, tonte, fumure, arrosage et renouvellement des plantations, il appartiendra au syndic, en accord avec le conseil de gérance, de passer un contrat d'entretien avec un entrepreneur de travaux de jardinage.

Les frais à en résulter feront également partie des charges communes et seront répartis comme telles entre tous les copropriétaires.

Le cas échéant les copropriétaires ayant la jouissance exclusive de jardins au rez-de-chaussée devront rembourser à la copropriété les frais qui auront été facturés à cette dernière relativement à leur partie de jardin proportionnellement au nombre de mètres carrés de chacun par rapport à l'ensemble de la totalité des jardins affectés en jouissance privative.

Toutefois, cette disposition ne sera pas applicable si le copropriétaire concerné entretient régulièrement le jardin dont il a la jouissance.

Article 50.- Entretien et aspect

Les travaux de peinture aux façades, y compris les châssis, garde-corps et volets, et autres ornements extérieurs, devront être faits aux époques fixées suivant un plan établi par l'assemblée générale, et sous la surveillance du syndic, ces travaux étant considérés comme charges communes à répartir comme telles, se rapportant à la conservation des parties communes.

Si les acquéreurs veulent mettre :

1) des rideaux aux fenêtres, ces derniers seront du type identique à ceux déterminés par le syndic.

2) des persiennes, ces dernières seront de teinte identiques à celle déterminée par le syndic.

3) des tentures, ces dernières seront identiques à celles déterminées par le syndic du côté extérieur.

4) des marquises ou stores pare-soleil, ceux-ci seront d'un modèle et d'une teinte à fixer par l'assemblée générale à la majorité absolue des voix.

Les travaux relatifs aux choses privées dont l'entretien intéresse l'harmonie de l'immeuble, devront être effectués par chaque propriétaire en temps utile, de manière à conserver à l'immeuble sa tenue de bon soin et entretien.

Les copropriétaires et occupants ne pourront mettre aux fenêtres, façades et balcons, ni enseignes, ni réclames, garde-manger, linge et autres objets quelconques.

SECTION III.- ORDRE INTERIEUR.

Article 51.- Service des eaux

1) L'abonnement au service des eaux pour les parties communes,

est souscrit par le syndic.

2) Chaque propriétaire souscrit ou renouvelle individuellement l'abonnement au service des eaux pour son entité privative à moins que la fourniture d'eau s'effectue au moyen d'un compteur de passage.

3) Le cas échéant, chaque année, au mois de décembre, le syndic fera parvenir au Service des Eaux, la liste des parties privatives qui auraient été vendues ou cédées au cours de l'année en mentionnant l'identité et l'adresse des nouveaux propriétaires de celles-ci.

4) Les premières demandes d'abonnement peuvent être souscrites par le promoteur de l'immeuble, au nom des futurs copropriétaires.

Article 52.- Aspect - Tranquillité

Les parties communes, notamment les halls, les escaliers, les paliers, les dégagements, les accès et aires de manoeuvre aux emplacements de parking et garages, devront être maintenues libres en tous temps.

Il ne pourra jamais y être déposé, accroché ou placé quoi que ce soit.

Dans les parties privatives, chaque copropriétaire reste libre d'effectuer ou de faire effectuer, à ses seuls risques et périls, tous travaux à sa convenance qui ne seraient pas de nature à nuire ou à incommoder ses voisins immédiats ou les autres copropriétaires ou encore à compromettre la solidité, la salubrité ou la sécurité de l'immeuble.

Les tapis et carpettes ne peuvent être battus, ni secoués dans aucune partie de l'immeuble, en ce compris les toits et terrasses.

Les occupants devront faire usage d'appareils ménagers appropriés à cet effet.

Il ne pourra être fait, dans les couloirs et sur les paliers communs, aucun travail de ménage privatif.

Il est strictement défendu d'utiliser, dans l'immeuble, des tuyaux d'amenée du gaz en toutes matières sujettes à rupture sous la pression du gaz; ces tuyaux doivent être rigides et métalliques.

Les occupants de l'immeuble sont autorisés, à titre de simple tolérance, à posséder dans l'immeuble des chiens, chats et oiseaux non divaguant.

Si l'animal était source de nuisance par bruit, odeur ou autrement, la tolérance pourra être retirée pour l'animal dont il s'agit, par décision du syndic.

Dans le cas où la tolérance est abrogée, le fait de ne pas se conformer à la décision du syndic entraînera le contrevenant au paiement d'une somme déterminée par le conseil de gérance, à titre de dommages-intérêts, par jour de retard, sans préjudice à toute sanction à ordonner par voie judiciaire.

Ce montant sera versé au fonds de réserve, le tout sans préjudice à une décision à prendre à la majorité absolue par

l'assemblée générale.

Les meubles de grande dimension devront être amenés dans les lots privatifs par le façades. Les cages d'escalier ne pourront être utilisées en aucune façon.

L'usage des emplacements de parking et garages doit se faire avec le minimum d'inconvénients pour tous les copropriétaires et plus spécialement entre vingt-deux heures et sept heures.

Il est interdit d'actionner les avertisseurs d'automobile et de stationner dans l'entrée carrossable et les aires de manoeuvre, à l'effet de ne point gêner les manoeuvres d'entrée et de sortie.

Les usagers auront à se conformer à toute réglementation décidée par le syndic quant à la signalisation dont seraient équipés les accès vers le sous-sol.

Aucun dépôt de carburant ou de tout autre produit inflammable ne sera autorisé.

L'accès aux emplacements de parking et garages est interdit aux personnes ne disposant pas d'un droit de jouissance dans la copropriété.

Les détenteurs de droit de jouissance d'un emplacement de parking et garages s'obligent expressément à respecter les droits de leurs voisins et seront personnellement responsables de toutes contraventions qui seraient commises à ce propos par des tiers qui se targueraient d'autorisation émanant de leur chef.

SECTION IV.- MORALITE - TRANQUILLITE - DESTINATION DES LOCAUX

Article 53.- Mode d'occupation

a) Généralité.

Les copropriétaires, locataires, domestiques et autres occupants de l'immeuble, devront toujours habiter l'immeuble et en jouir suivant la notion juridique de "bon père de famille".

Les occupants devront veiller à ce que la tranquillité de l'immeuble ne soit à aucun moment troublée par leur fait, celui des personnes à leur service, celui de leurs locataires ou visiteurs.

Il ne pourra être fait aucun bruit anormal; l'emploi d'instruments de musique, postes de radio, télévisions et chaînes de reproduction musicale est autorisé.

Toutefois, les occupants seront tenus d'éviter que le fonctionnement de ces appareils incommode les occupants de l'immeuble, et ce sous peine de sanctions similaires à celles stipulées à l'article 52, à propos de la présence d'animaux.

S'il est fait usage, dans l'immeuble, d'appareils électriques produisant des parasites, ils devront être munis de dispositifs atténuant ces parasites, de manière à ne pas troubler les réceptions radiophoniques.

Aucun moteur ne pourra être installé dans les parties privatives, à l'exception des petits moteurs actionnant les appareils ménagers.

L'installation et la mise en application de la soudure

autogène et électrique et de la peinture à la cellulose sont interdits dans l'immeuble.

Les appartements sont destinés, en principe, exclusivement à l'usage de logement.

L'exercice, sous la seule responsabilité du propriétaire du lot privatif, d'une profession libérale doit faire l'objet d'autorisation préalable des autorités administratives compétentes, portée à la connaissance du syndic par lettre recommandée, quinze jours au moins avant le début de cette activité professionnelle.

La contravention à cette obligation d'avertissement sera passible d'une amende à fixer par l'assemblée générale.

Tous jeux ou ébats enfantins, sont interdits dans tous les lieux communs et notamment dans l'entrée des garages, dans l'aire des parkings et dans le hall d'entrée.

b) Transmission des obligations.

Les baux accordés contiendront l'engagement des locataires d'habiter l'immeuble conformément aux prescriptions du présent règlement, dont ils reconnaîtront avoir pris connaissance.

En cas d'infraction grave, dûment constatée, les baux pourront être résiliés à la demande de l'assemblée des copropriétaires.

c) Location.

1.- Les biens privatifs ne peuvent être donnés en location qu'à des personnes honorables et solvables.

Les mêmes obligations pèsent sur le locataire en cas de sous-location ou de cession de bail. Chaque copropriétaire devra exiger un montant de trois mois de loyer au titre de garantie locative.

2.- Les propriétaires doivent imposer à leurs occupants l'obligation d'assurer convenablement leurs risques locatifs et leur responsabilité à l'égard des autres copropriétaires de l'immeuble et des voisins.

3.- Les propriétaires sont tenus d'informer le syndic suivant les modalités prévues à l'article 19, paragraphe 10.

4.- Le syndic portera à la connaissance des locataires les modifications au présent règlement ainsi que les consignes et les décisions de l'assemblée générale susceptibles de les intéresser, le tout conformément à l'article 577-10 paragraphe 4 du Code civil.

5.- En cas d'inobservation des présents statuts par un locataire, par son sous-locataire ou cessionnaire de bail, ou par tout autre occupant, le propriétaire, après second avertissement donné par le syndic, est tenu de demander la résiliation du bail ou de mettre fin à l'occupation.

Article 54.- Publicité

Il est interdit, sauf autorisation spéciale de l'assemblée des copropriétaires, de faire de la publicité sur l'immeuble.

Aucune inscription ne pourra être placée aux fenêtres des étages, sur les portes et sur les murs extérieurs, ni dans les escaliers, halls et passages.

Le comparant se réserve le droit de faire toute publicité et d'apposer toutes affiches qu'il jugera utiles sur les lots qui seront sa propriété et ce, jusqu'à la vente du dernier lot privatif de l'immeuble.

Il est permis d'apposer sur la porte d'entrée des appartements, ou à côté d'elles, une plaque du modèle admis par l'assemblée des copropriétaires, indiquant le nom de l'occupant et éventuellement sa profession.

Dans l'hypothèse ou par extraordinaire l'une ou l'autre profession dont question à l'article précédent serait exercée dans l'immeuble, il serait également permis d'apposer à l'endroit à désigner par le syndic, une plaque d'un modèle à admettre par l'assemblée des copropriétaires indiquant le nom de l'occupant et sa profession.

Dans chaque entrée, chacun des copropriétaires concernés disposera d'une boîte aux lettres; sur cette boîte aux lettres peuvent figurer les nom et profession de son titulaire, l'étage qu'il occupe; ces inscriptions seront du modèle prescrit par l'assemblée.

Article 55.- Interdictions

Il ne pourra être établi, dans l'immeuble, aucun dépôt de matières dangereuses, insalubres ou incommodes.

Aucun dépôt de matières inflammables n'est autorisé, sauf l'accord exprès de l'assemblée générale.

Même si cette autorisation leur est acquise, ceux qui désireront avoir à leur usage personnel pareil dépôt, devront supporter seuls les frais supplémentaires d'assurances contre les risques d'incendie et d'explosion occasionnés aux copropriétaires de l'immeuble par cette aggravation de risques.

Les emménagements, les déménagements, les transports d'objets mobiliers, de corps pondéreux et de corps volumineux, doivent se faire selon les indications à requérir du syndic (prévenu au moins cinq jours à l'avance) et donnent lieu à une indemnité dont le montant est déterminé par l'assemblée générale statuant la majorité absolue des voix.

Toute dégradation commise par leur manutention aux parties communes de l'immeuble, sera portée en compte au copropriétaire qui aura fait exécuter ces transports.

Article 56.- Caves, garages et emplacements de parking

La propriété et la jouissance des caves, garages et emplacements de parking sont réglés à l'article 10 des présents statuts de copropriété.

Article 57.- Divers

Les copropriétaires et leurs ayants droit doivent satisfaire à toutes les charges de ville, de police et de voirie.

SECTION V.- REPARTITION DES FRAIS DE CHAUFFAGE, D'EAU ET D'ELECTRICITE

Article 58.- Chauffage

Il existe un local de la chaufferie dans le sous-sol, comprenant notamment une chaudière desservant toutes les parties privatives et les parties communes de l'immeuble.

Article 59.- Eau

Chaque appartement privatif est pourvu d'un compteur particulier enregistrant la quantité d'eau consommée par ses occupants.

Les frais de consommation y afférents seront supportés exclusivement et totalement par son propriétaire.

La consommation d'eau pour les usages communs et ceux non visés au précédent paragraphe relèvera d'un compteur spécifique.

Les frais de cette consommation, de même que la location du compteur seront répartis entre les propriétaires au prorata des quotités indivises qu'ils détiennent dans les parties communes, sauf au syndic à établir des compteurs de passage dont la consommation sera imputée aux consommateurs effectifs.

Article 60.- Electricité

L'immeuble est pourvu de compteurs pour l'éclairage des parties communes, caves et garages et pour l'alimentation en force motrice des ascenseurs.

La consommation totale enregistrée par ces compteurs, de même que la location des compteurs, constitueront une charge commune à répartir au prorata des quotités indivises possédées par chaque propriétaire de locaux privatifs.

Chaque lot privatif est pourvu d'un compteur enregistrant la quantité d'électricité consommée par ses occupants.

Les locations de compteurs et les frais de consommation y afférents seront supportés exclusivement et totalement par ses propriétaires ou occupants.

SECTION VI.- ASCENSEURS

Article 61.- Répartition des frais d'ascenseur

Les ascenseurs desservant l'immeuble, seront considérés comme parties communes.

Il en résulte que pour tout ce qui concerne les frais de fonctionnement, d'entretien, de réparations ou de renouvellement d'un ascenseur quelconque et de tous ses accessoires, la part contributive de chaque propriété privative dans les dites charges correspondra à la répartition en millièmes fixée à l'article 20 des présents statuts.

Le mode de répartition des charges de fonctionnement, d'entretien et de réparations des ascenseurs ne pourra être modifié que par décision de l'assemblée générale des copropriétaires concernés, prise à la majorité des quatre/cinquièmes des voix.

SECTION VII. DIFFERENDS

Article 62.- Règlement des différends

En cas de litige survenant entre copropriétaires et/ou occupants de l'immeuble concernant les parties communes, le syndic

constitue obligatoirement la première instance à qui doit être soumis le litige.

Si malgré l'intervention du syndic, le litige subsiste, il sera porté devant le conseil de gérance et si besoin en est devant l'assemblée générale, en degré de conciliation.

Si le désaccord subsiste, on aura recours au juge compétent.

En cas de désaccord entre certains propriétaires et le syndic, et notamment, en cas de difficulté concernant l'interprétation du règlement de copropriété et d'ordre intérieur, le litige sera porté devant le conseil de gérance et si besoin en est, devant l'assemblée générale, en degré de conciliation.

Si l'accord survient, procès-verbal en sera dressé.

Si le désaccord persiste, on aura recours au juge compétent.

En cas de litige opposant l'assemblée générale (s'entendant de la majorité absolue de ses membres), à un ou plusieurs copropriétaires, tous les frais de procédure et de justice en ce compris, le cas échéant, notamment les honoraires d'avocat, et les frais d'expertise, avancés par le syndic agissant pour compte de l'assemblée générale, seront supportés exclusivement par la partie succombante.

Article 63.- Conservation et diffusion des documents

Il sera polycopié des exemplaires des présents statuts contenant le règlement d'ordre intérieur. Ils seront remis aux intéressés, au prix que l'assemblée décidera.

Ces statuts et règlements seront obligatoires pour tous les copropriétaires actuels et futurs, ainsi que pour tous ceux qui posséderont à l'avenir, sur l'immeuble ou une partie quelconque de cet immeuble, un droit de quelque nature que ce soit, ainsi que pour leurs héritiers, ayants droit ou ayants cause à un titre quelconque.

En conséquence, ces statuts et règlements devront : ou bien être transcrit en entier dans tous actes translatifs ou déclaratifs de propriété ou de jouissance, ou bien ces actes devront contenir la mention que les intéressés ont une parfaite connaissance de ces statuts et règlements et qu'ils sont subrogés de plein droit par le seul fait d'être titulaire d'un droit quelconque sur une partie quelconque de l'immeuble, dans tous les droits et obligations qui peuvent en résulter ou en résulteront.

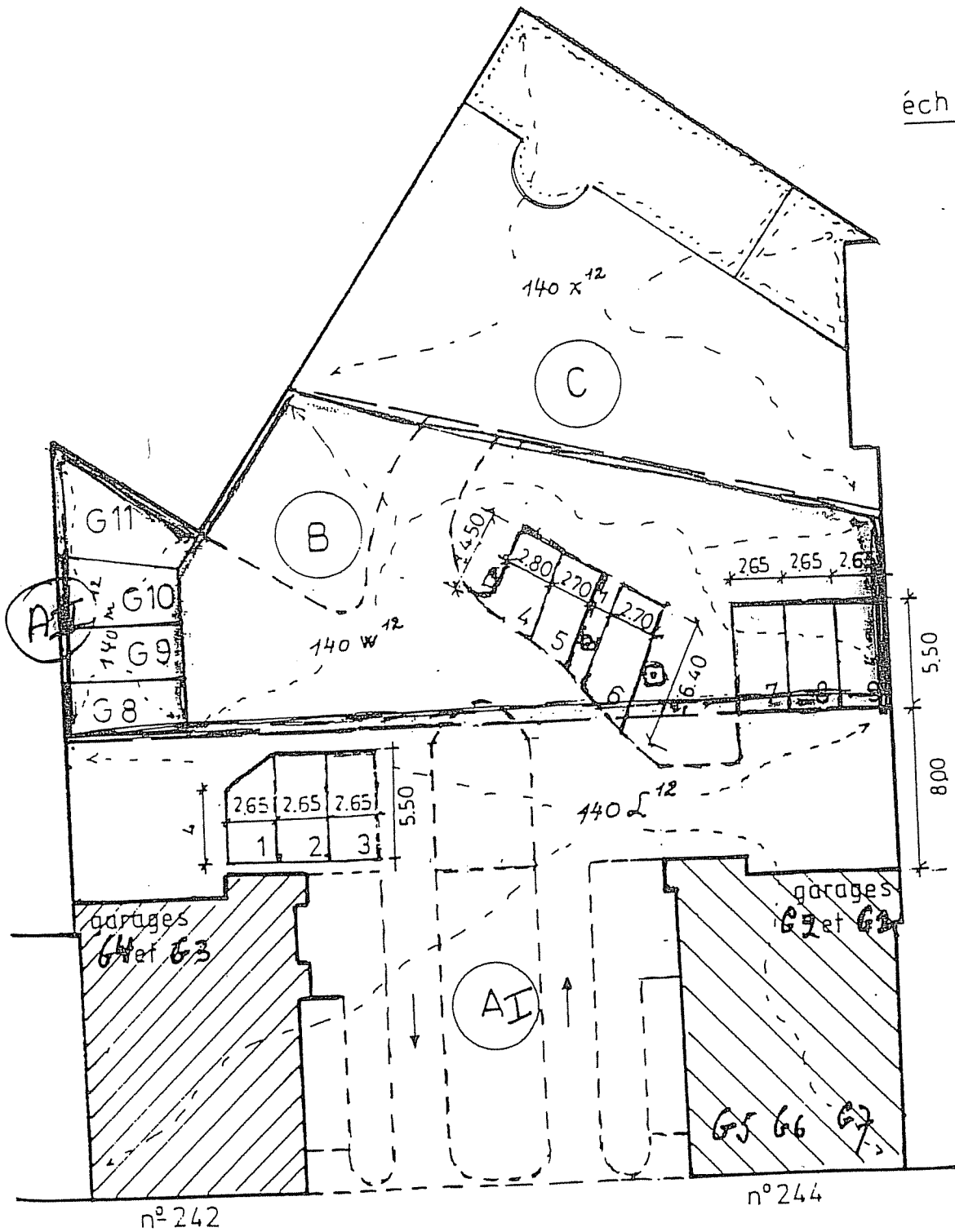
Dans chaque convention ou contrat relatif à une portion de l'immeuble, les parties devront faire élection de domicile attributif de juridiction à l'immeuble même, sauf convention contraire expresse de toutes les parties à l'acte.

Article 64.- Renvoi au Code civil

Les statuts sont régis par les dispositions reprises aux articles 577-2 à 577-14 du Code civil. Les stipulations qu'ils contiennent seront réputées non écrites dans la mesure où elles contreviennent auxdits articles.

COMMUNE D'IXELLES - 7^e Division
section B

éch : 1/400



Chaussée de Vleurgat

ACTE DE BASE.

L'an mil neuf cent soixante et un.

Le vingt-cinq juillet.

Devant nous, Maître Lucien CARLY, notaire à la résidence d'Ixelles.

A comparu :

Monsieur Jean Louis Ernest SEMET, ingénieur civil des mines, né à Ixelles, le vingt septembre mil neuf cent trois, époux de dame Maud Ernestine Jeanne Marie DOTHEY, demeurant à Ixelles, chaussée de Vleurgat, 217.

" Marié sous le régime de la séparation de biens pure
" et simple, aux termes du contrat de mariage reçu par
" Maître Alfred Vanisterbeek, notaire à Bruxelles, le
" vingt-huit décembre mil neuf cent trente-huit."

Lequel a requis le notaire soussigné de dresser, ainsi qu'il suit l'acte de base d'un immeuble divisé en appartements et garages, érigé sur le terrain décrit ci-après :

Commune d'Ixelles.

Un terrain sis chaussée de Vleurgat, numéro 242 à 254, où il développe une façade de quarante-deux mètres trente-huit centimètres environ, contenant en superficie dix ares septante-quatre centiares trente-trois dixmilliares environ, cadastré ou l'ayant été section B, numéros 140 m 7 - 140 L 7 - 140 q II et 140 p II (ou partie).

Etablissement de la propriété.

Le comparant était propriétaire du terrain sous plus grande superficie avec les constructions qui y étaient érigées,

à concurrence de trente-cinq mètres quatre vingts



en CARLY
NOTAIRE
IXELLES

mier rôle.-

huit centimètres de façade, suite aux faits suivants :

Ces biens avaient été acquis originairement et sous plus grande contenance, par Monsieur Louis SEMET :

1°) partie de la Société de l'Avenue Louise, société commerciale en participation, à Bruxelles, aux termes d'un acte reçu par Maître Jules Heremans, notaire à Bruxelles, le vingt janvier mil huit cent quatre-vingt dix-neuf, transcrit au Bureau des Hypothèques à Bruxelles, le vingt-sept janvier mil huit cent nonante-neuf, volume 8178, numéro 24.

2°) partie du Baron Théodore Eugène Marie Bounder de Melsbroeck, ministre plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi des Belges, à Bruxelles, aux termes d'un acte reçu par Maître Jules Barbé, notaire à Bruxelles, le neuf février mil huit cent nonante-neuf, transcrit au bureau des hypothèques à Bruxelles, le treize février mil huit cent nonante-neuf, volume 8191, numéro 22.

3°) partie de Monsieur Alphonse ALLARD, Officier de l'Ordre de Léopold, Directeur honoraire de la Monnaie, à Bruxelles, aux termes d'un acte reçu par Maître Sylvain De Valkeneer, notaire à Bruxelles, le vingt janvier mil huit cent quatre-vingt dix-neuf, transcrit au bureau des hypothèques à Bruxelles, le quatorze février suivant, volume 8.192, numéro 18.

4°) partie : ayant fait partie du 242, chaussée de Vleurgat, de Monsieur Nicolas HUBERTY, rentier, sans profession, à Ixelles, aux termes d'un acte reçu par Maître Dupont, notaire ayant résidé à Bruxelles, le vingt quatre juillet mil neuf cent et cinq, transcrit.

Monsieur Louis SEMET est décédé le quinze avril mil



n CARLY
NOTAIRE
ELLES

neuf cent vingt laissant la moitié des biens ci-dessus, dépendant de la communauté d'acquêts ayant existé entre lui et son épouse, Madame Elisa SOLVAY, aux termes de leur contrat de mariage reçu par Maître Grosemans, notaire à Bruxelles, le vingt deux juillet mil huit cent septante-quatre, pour la totalité en usufruit à son épouse survivante en vertu de la donation contenue dans ledit contrat de mariage et pour la nue-propriété à son petit-fils, Monsieur Jean Louis Ernest SEMET, pré-nommé, venant en représentation de son père, Monsieur Victor SEMET, prédécédé.

Par acte reçu par Maître Morren, notaire à Bruxelles, le quinze mai mil neuf cent trente-quatre, Madame Elisa SOLVAY, veuve de Monsieur Louis SEMET, a fait donation par préciput à son petit-fils, Monsieur Jean Louis Ernest SEMET, de la moitié en pleine propriété des biens ci-dessus sub 1°, 2° et 3° et a renoncé à l'usufruit qu'elle possédait sur l'autre moitié, rendant ainsi Monsieur Jean Louis Ernest SEMET, plein propriétaire de la totalité desdits biens.

Madame Elisa SOLVAY est décédée le dix-huit décembre mil neuf cent quarante-huit, à Ixelles; sa succession comprenant la moitié du bien sub 4 est échue à Monsieur Jean Louis Ernest SEMET, propriétaire de l'autre moitié par suite de l'extinction de l'usufruit appartenant à la défunte,

et à concurrence de six mètres cinquante centimètres (n° 254 chaussée de Vleurgat) pour l'avoir acquis de Madame Charlotte Louise Marcelle SARTON, sans profession épouse de Monsieur Vladimir de MONKEVITZ, ingénieur, à

Woluwé Saint Pierre, avenue des Mimosas, 37, aux termes d'un acte reçu par le notaire soussigné et Maître Maurice Gérard, à Bruxelles, le seize mai mil neuf cent soixante, transcrit au cinquième bureau des hypothèques à Bruxelles, le vingt-neuf juin suivant, volume 2317, numéro 2.

Madame SARTON en était propriétaire pour l'avoir acquis dans une vente publique tenue à la requête de :
1) Madame Catherine Marguerite Charlotte PLAS, sans profession, épouse de Monsieur Jean Baptiste WILLEMSSENS, négociant, à Bruxelles, et 2) Mademoiselle Julienne Catherine PLAS, sans profession, à Hennuyères, aux termes d'un procès-verbal d'adjudication définitive clôturé par Maître Maurice Gérard, le quatorze avril mil neuf cent quarante-trois, transcrit au cinquième bureau des hypothèques à Bruxelles, le deux juin suivant, volume 418, numéro 14.

Ledit bien dépendait de la communauté ayant existé entre Monsieur Jacques PLAS et Madame Isabelle Marguerite HERMANS, pour l'avoir acquis de Madame Flore Debaute, veuve de Monsieur Félix Leblanc, à Ixelles, aux termes d'un acte reçu par Maîtres Wydemans, à Ixelles, et Rischir à Bruxelles, le quatorze avril mil neuf cent onze.

Madame Plas-Hermans en son vivant sans profession, à Ixelles, y est décédée le dix-neuf février mil neuf cent vingt-deux et Monsieur Jacques Plas, en son vivant sans profession, à Ixelles, y est décédé le vingt novembre mil neuf cent vingt-trois, laissant pour seuls héritiers légaux leurs huit enfants savoir : Monsieur l'Abbé Henri Michel Emile Jacques PLAS, vicaire à Hennuyères;



1 CARLY
NOTAIRE
ELLES

2) Madame Jeanne Marie Joséphine PLAS, sans profession, épouse de Monsieur Sylvain du Bois d'Enghien, industriel, à Hennuyères; 3) Mademoiselle Marie Amélie PLAS, sans profession, à Ixelles; 4) Monsieur Jean François Xavier PLAS, docteur en médecine, à Ixelles; 5) Monsieur Henri Philippe Jacques PLAS, carrossier, à Cureghem; 6) Madame Alice Octavie PLAS, sans profession, épouse de Monsieur Frédéric Clément Marie Courtois, imprimeur, à Anderlecht; 7) Madame PLAS, épouse Willemsens, prénommée; 8) Mademoiselle Julienne PLAS, prénommée.

Suivant acte de partage reçu par Maître Charles Gérard, notaire ayant résidé à Anderlecht, le dix juillet mil neuf cent vingt-quatre, transcrit au deuxième bureau des hypothèques à Bruxelles, le dix-neuf mars mil neuf cent vingt-cinq, volume 1043, numéro 16, le bien prédécrit fut attribué par tiers aux prénommés sous 1 et 2 et à Mademoiselle Marie Amélie PLAS, prénommée.

Mademoiselle Marie Amélie PLAS, prénommée, en son vivant, sans profession, à Hennuyères, y est décédée le sept décembre mil neuf cent trente-cinq.

Aux termes de son testament olographe daté du seize décembre mil neuf cent trente et un, déposé au rang des minutes du notaire Léopold Hambye, à Mons, le sept février mil neuf cent trente-six, après accomplissement des formalités légales, Mademoiselle PLAS, prénommée, a institué pour sa légataire universelle sa soeur, Mademoiselle Julienne PLAS, prénommée.

Mademoiselle Julienne PLAS a été envoyée en pos-

isième rôle.-

session des biens dépendant de la succession de Mademoiselle Marie Amélie Plas, suivant ordonnance rendue par Monsieur le Président du Tribunal de première instance à Mons, le vingt mars mil neuf cent trente-six.

Les acquéreurs d'appartements et de garages devront se contenter de l'établissement de propriété qui précède et ne pourront réclamer d'autre titre qu'une expédition de leur acte particulier d'acquisition.

Ils pourront également, mais à leurs frais et en supplément, réclamer une expédition ou un extrait du présent acte de base.

CONDITIONS PARTICULIERES.

Les actes de vente antérieurs des vingt janvier mil huit cent nonante-neuf, reçu par Maître Sylvain de Valkeneer, notaire à Bruxelles, et neuf février mil huit cent nonante neuf, reçu par Maître Jules Barbé, notaire à Bruxelles, mentionnent entr'autres clauses :

" L'acquéreur ne pourra établir sur le terrain vendu
" ou dans les bâtiments qui y seront construits aucun
" commerce, industrie ou négoce qui soit de nature à
" incommoder les voisins par insalubrité ou autrement,
" notamment aucun dépôt, magasin ou débit de houille,
" chaux, bières, liqueurs, et en général aucune des industries mentionnées au tableau de classement annexé
" à l'Arrêté Royal du vingt-neuf janvier mil huit cent
" soixante-trois sur la police des établissements dangereux, insalubres ou incommodes, et arrêtés qui ont
" modifié celui-ci. "

PROGRAMME.

Le comparant a chargé le Bureau d'Architecture Yvan



en CARLY
NOTAIRE
ELLES

Blomme, J. et F. Vandevoorde-Blomme, architecte e.n.s.l.
avenue Antoine Depage à Bruxelles 5, de l'étude architec-
turale et technique du bâtiment et de la surveillance
des travaux en qualité d'architecte.

Le comparant a, en outre, chargé Monsieur Albert
Van Hamme, ingénieur conseil, à Bruxelles, des études
de bétons armés et de l'établissement des plans de cof-
rages et de ferraillages.

Il a été établi :

- a) les plans des constructions à ériger;
- b) le cahier général descriptif des travaux, matériaux
et fournitures.

Une tolérance de trois à cinq pour cent dans les
dimensions des places est acceptée par l'acquéreur entre
les cotes figurant sur plans et les cotes relevées sur
place.

PLANS.

AUTORISATION DE BATIR.

Le comparant déclare que les plans des construc-
tions ont été soumis aux autorités compétentes en vue de
l'obtention de l'autorisation de bâtir.

1.
ec

Conditions diverses.

DESTINATION DES APPARTEMENTS.

Les appartements ne pourront être utilisés qu'à l'usage d'habitation ou à l'usage d'habitation et en même temps à l'usage de l'exercice d'une profession libérale.

Il ne pourra être exercé aucun commerce nécessitant un dépôt de marchandises.

Rien n'interdit à un commerçant habitant l'appartement d'y avoir un bureau commercial purement administratif.

Il est à noter que la destination des appartements est une disposition du règlement d'ordre intérieur lequel ne peut être modifié qu'à la majorité des trois/quarts des voix de l'immeuble.

DESTINATION DES GARAGES.

Les garages servent, en principe, à garer une voiture automobile de maître, servant au transport de personnes, à l'exclusion de toute voiture de louage (taxi ou voiture de location), à y garer des motos avec ou sans side-car, des bicyclettes, des voitures d'enfants, Ils peuvent aussi servir de réserve pour entreposer du mobilier ou des provisions appartenant soit à un propriétaire ou à un occupant d'un appartement des immeubles.

Les garages ne peuvent être vendus séparément de l'appartement auquel ils sont attachés.

Néanmoins, ils pourront être loués à un autre copropriétaire de l'immeuble.

TOITURE ET TERRASSE couvrant l'immeuble.

vième rôle.-

1

Celle-ci est non-accessible, si ce n'est pour son entretien, ou pour des travaux à l'immeuble.

CAHIER GENERAL DESCRIPTIF DES MATERIAUX,
TRAVAUX ET FOURNITURES.

Il a été dressé un cahier général descriptif des matériaux, travaux et fournitures.

RESERVE DES MITOYENNETES POUR AVOIR DROIT A
L'INDEMNITE DE CESSION.

Le comparant se réserve le droit réel de mitoyenneté des murs et pignons qu'il fera édifier à cheval sur la limite séparative entre le terrain partie commune et les terrains voisins.

Cette copropriété du droit réel de mitoyenneté ne pourra en aucune manière servir de base à une action contre les comparants pour les obliger à entretenir, réparer ou protéger ces murs et pignons, ni intervenir dans les dégâts qui pourront ultérieurement être occasionnés par les murs et pignons à qui que ce soit.

Ce droit a uniquement en vue la perception au profit exclusif du comparant, de l'indemnité qui sera due par les voisins qui feraient usage de ces murs et pignons.

Le comparant touchera ces indemnités sur simple quittance; il pourra faire dresser le mesurage et le cubage pour le montant du prix de cession, signer le procès-verbal de cession et le faire enregistrer et éventuellement comparâître à l'acte authentique de cession et le faire transcrire.

Il pourra céder son droit réel de mitoyenneté avec son droit à l'indemnité à qui lui plaira.

Si pour un motif quelconque l'intervention de co-propriétaires de l'immeuble était réclamée pour la perfection de la cession, cette intervention devrait être donnée sous la forme requise et à titre absolument gracieux, tout refus devant donner lieu à dommages-intérêts.

DIVISION DE L'IMMEUBLE.

Le comparant déclare opérer la division de la construction qui comportera quatorze appartements et sept garages, le tout décrit au présent acte et à ses annexes

Par cette déclaration consignée dans le présent acte, les appartements et garages sont juridiquement créés.

Chacun de ces appartements et garages forment des fonds distincts.

A chaque partie privative, appartements avec garage éventuel, est attaché le nombre de quotités dans les parties communes divisées en mille/millièmes, tel que ce nombre est fixé ci-avant.

RENONCIATION A L'ACCESSION.

Pour donner à cette division en parties privatives et parties communes une base légale indiscutable, tous les co-propriétaires du terrain se cèdent, les uns aux autres, le droit d'accession immobilière qu'ils possèdent en vertu de l'article 553 du Code Civil en tant que ce droit ne se rapporte pas pour chacun d'eux à :

- 1) l'appartement avec garage éventuel dont il se réserve la propriété entière et exclusive;
- 2) les quotités afférentes au même appartement avec garage éventuel dans les parties communes de l'immeuble.

Cette cession est faite pour chacun à titre onéreux moyennant la cession corrélatrice des droits des autres.

ETABLISSEMENT DU REGLEMENT GENERAL DE CO-PROPRIETE.

En vue de prévenir toutes difficultés dans les rapports de voisinage, de propriété, de copropriété et tous autres, d'assurer l'administration des parties communes, leur entretien, leurs réparations et éventuellement leur reconstruction et celle des parties privées, le comparant a fait dresser un règlement général de copropriété, comportant un statut réel et un règlement d'ordre intérieur.

Ce règlement de co-propriété oblige le comparant aussi longtemps qu'il est propriétaire d'une partie de l'immeuble.

Il obligera tous ceux qui, à l'avenir seront propriétaires d'un élément privatif avec ses accessoires, les parties communes, ainsi que leurs ayants-droit et successeurs à tous titres.

Tous actes déclaratifs et translatifs de propriété et de jouissance y compris les baux et les concessions de jouissance devront contenir la mention expresse que le nouvel intéressé a une parfaite connaissance du présent acte de base et plus spécialement encore du règlement de copropriété et qu'il est subrogé dans tous les droits et dans les obligations qui en résultent, ainsi que dans les effets des décisions des assemblées générales des copropriétaires qui seront régulièrement prises conformément audit règlement.

Le comparant, après avoir entendu lecture de ce rè-

glement de co-propriété a déclaré reconnaître le texte, ensuite il a paraphé chacun des feuillets et signé en notre présence et nous, Notaire, en avons fait de même, Ce document restera ci-annexé.

FRAIS.

Le présent acte de base opère la division de l'immeuble, définit le programme de construction, la nature des opérations juridiques qui interviennent, établit le règlement de co-propriété.

Les frais de cet acte de base constituent la première charge commune.

Les frais de cet acte de base, débours et honoraires s'élèvent à : trente mille francs.

Ces frais seront supportés par chacun des acquéreurs au prorata du nombre de millièmes attachés.

ELECTION DE DOMICILE.

Pour l'exécution du présent acte de base, domicile est élu par le comparant en sa demeure.

Tous propriétaires devront faire élection de domicile attributif de juridiction dans le canton de justice de paix où l'immeuble est situé, faute de quoi, il sera censé être élu de plein droit dans l'immeuble divisé en appartements, loge du concierge, où toutes communications et exploits seront valablement adressés et signifiés.

CERTIFICAT D' ETAT-CIVIL.

Le notaire soussigné certifie au vu des pièces requises par la loi, l'exactitude des nom, prénoms, lieu et date de naissance du comparant, tels qu'ils sont énoncés ci-dessus.



René CARLY
NOTAIRE
BRUXELLES

Onzième rôle.-

Dont acte.

Fait et passé à Ixelles, en l'Etude.

Lecture faite, le comparant a signé avec nous, Notaire.

(suivent les signatures)

Enregistré neuf rôles un renvoi à Ixelles 2e bureau, le sept août 1961. Vol. 331, fol. 24, case 3.

Reçu : cent francs (100,-frs). Le Receveur (sé): G.A.
WARIN.